

# REGARD

regard.ro

Regard 84

15 octobre - 15 décembre 2018

18 lei



84

6 42356 000012

# Le sens de la traque

Propos recueillis par Benjamin Ribout

Photos : Mihai Barbu

Lauréat de nombreux prix de journalisme, Paul Radu parcourt le monde pour ses enquêtes. Il nous a ouvert les portes de l'univers Rise Project dont il est le directeur, en plein cœur de Bucarest, pour parler de journalisme d'investigation. Au mur sont placardés les messages des donateurs, ces gens qui soutiennent les enquêtes de Rise Project afin de dévoiler les cas de corruption et le crime organisé.

## Regard : Que fait exactement Rise Project ?

**Paul Radu :** Nous sommes un groupe de journalistes qui réalise des enquêtes sur le crime organisé et la corruption. On est dix-huit au total, dont dix permanents. Trois d'entre nous travaillent aussi pour l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP, ndlr), réseau international dont Rise fait partie. Concrètement, nous mêlons les techniques classiques d'investigation avec la technologie, à savoir des logiciels pour collecter, analyser et représenter l'information. La technologie nous aide à mieux gérer de gros volumes d'informations ainsi qu'à identifier la manière dont les criminels se constituent en réseau et cachent leur argent. En dix ans, notre métier a évolué, même si la base demeure la même et qu'aller sur le terrain reste essentiel. Un exemple simple : une compagnie X peut être en règle sur le papier, mais sur place, on se rend compte que son siège n'est en fait qu'une maison abandonnée, il y a donc un souci. Très souvent, ce qu'on voit en ligne ne correspond pas à la réalité. Nous démarrons à chaque fois de ce que l'on trouve sur Internet. Nous avons référencé de grosses bases de données depuis nos débuts en 2012, nous savons donc parfaitement où et comment chercher l'information. Il

faut aussi constamment se remettre en question, car quand on a affaire au crime organisé, on comprend très vite que ces gens-là sont extrêmement créatifs. Ils disposent d'excellents conseillers qui leur expliquent comment se cacher ainsi que leur argent et leurs propriétés. Nous sommes confrontés à la nouveauté en permanence. C'est l'un des bons côtés du journalisme d'investigation, on apprend toute sa vie.

## Quelles sont les différences entre le Rise Project de 2012 et celui d'aujourd'hui ?

Au départ, nous étions très peu et nous n'avions pas accès aux bases de données dont nous disposons aujourd'hui. Nous avons aussi progressé en matière de vérification de l'information et dans la manière dont nous la représentons. Car c'est ça la finalité : présenter au public tous les éléments. Nous ne fournissons plus simplement un article, nous proposons aussi une base de données avec une infographie, une animation. Pour expliquer des modes opératoires criminels, il ne suffit pas juste d'avoir soi-même compris, il faut savoir les présenter au public. Sinon, on n'est pas crédible. C'est pourquoi nous proposons aussi des formations. Je vous donne un exemple : cette année,

nous avons découvert qu'Elena Udrea – ancienne ministre du Tourisme, ndlr – s'était réfugiée au Costa Rica après avoir été condamnée au pénal. Nous avons divulgué l'information et elle a réagi en disant que nous l'avions su parce que nous travaillons pour les services secrets. Nous avons donc fait un quizz sur Facebook pour nous expliquer : au Costa Rica, toutes les entrées et sorties du territoire sont des informations publiques. C'était tout simple, mais elle n'était pas au courant. 95% des informations que nous collectons sont des données publiques, des informations sur des cadastres, des propriétés ou des registres de sociétés. Il faut juste savoir où les trouver. Voilà notre force, et il faut expliquer aux gens qu'il n'y a rien d'occulte là-dedans. Nous disposons d'un avantage immense car l'accès à l'information est en augmentation constante, c'est le propre d'Internet. Ainsi, si un politicien a misé sur Chypre il y a des années pour dissimuler des pots-de-vin car à l'époque les données y étaient tenues secrètes, depuis l'entrée dans l'UE, ce n'est plus le cas. Ces informations sont devenues publiques, il est donc facile d'apprendre de quelle société il était actionnaire à l'époque. Les gens créent leur réseau mais les choses peuvent se retourner contre eux. Il reste toujours des traces quelque part.

**Début octobre, la journaliste d'investigation bulgare Viktoria Marinova a été sauvagement assassinée, sans qu'il y ait pour l'instant de lien entre ce meurtre et ses activités professionnelles \*. Et les gens de Bivol en Bulgarie – site de journalisme d'investigation, ndlr – sont régulièrement inquiétés. La Roumanie est-elle plus sûre ?**

Je dirais que c'est moins dangereux ici qu'en Bulgarie. Les personnes au pouvoir là-bas semblent plus dures. Il y a donc plus d'intimidation. Avec Bivol justement, nous travaillons sur une série de cas de fraude de fonds européens dans les deux pays, et à la mi-septembre, Attila Biro de chez nous et Dimitar Stoyanov de Bivol ont été retenus par la police en Bulgarie alors qu'ils essayaient d'interrompre la destruction de preuves. Nous avons eu très peur pour eux. Les risques physiques sont effectivement plus élevés en Bulgarie. Mais d'un autre côté, certaines données sur les compagnies y sont gratuites alors qu'ici en Roumanie, il faut payer très cher. Il n'y a pas de règles. Regardez ce qui se passe en Slovaquie. Cela semblait être un pays plutôt calme jusqu'à l'assassinat du journaliste Ján Kuciak. Brusquement, les choses changent. Pareil pour Malte l'an passé. Pour revenir à la Roumanie, j'espère bien sûr que rien de tout ça n'aura lieu même si, malheureusement, la criminalité organisée gagne du terrain, en consolidant notamment ses réseaux européens. Il y a de plus en plus de blanchiment d'argent. Les choses changent constamment car la criminalité organisée et ses réseaux sont transfrontaliers. Les gens se déplacent, déposent leur argent et achètent des propriétés dans différents pays.

**Comment Rise Project mesure-t-il son impact ?**

\* Samedi 6 octobre, la journaliste Viktoria Marinova, 30 ans, a été violée et tuée à Ruse, petite ville bulgare frontalière située à 80 km au sud de Bucarest, alors qu'elle était en train de faire son jogging. Son corps a été retrouvé dans un parc qui longe le Danube. Viktoria Marinova dirigeait une petite chaîne de télévision régionale, TVN, qui appartient à son ex-mari, actif dans les télécoms. Elle avait récemment lancé un magazine d'investigation, « Detector », et collaborait notamment avec le site Bivol. Dans l'édition en ligne du 9 octobre du quotidien français *Le Monde*, Attila Biro de Rise Project confirme que « son équipe et elle-même travaillaient sur beaucoup de sujets impliquant le crime organisé ». Au bouclage de ce numéro, un suspect a été arrêté en Allemagne, la police excluant un motif lié à la profession de la victime à ce stade de l'enquête.

*Aux Maldives, nous avons démontré que l'ancien président avait vendu des îles pour gagner certaines faveurs, et Transparency International a préparé le terrain en parallèle. Au final, l'opposition a gagné. Qui sait, peut-être que nous avons joué un rôle là-dedans. »*

Nos enquêtes sont relayées par les médias nationaux et internationaux. Des procès sont ouverts ou des personnes arrêtent leurs activités suite à l'un de nos matériels. Certaines de nos enquêtes permettent aussi de récupérer de grosses sommes d'argent auprès de banques ou de sociétés corrompues. Mais le plus important consiste à informer le grand public. Si la justice ne fait pas son travail derrière, cela n'est malheureusement plus de notre ressort. Notre travail est de plus en plus médiatisé, mais il ne faut pas perdre de vue le « timing ». Prenez l'investigation à laquelle nous avons participé l'an passé, le cas de la « lessiveuse azerbaïdjanaise ». Il s'agit d'une initiative de l'OCCRP intitulée Global Anti-Corruption Consortium. *Le Monde*, *The Guardian*, beaucoup de journaux ont repris l'affaire. Nous avions obtenu un « leak » – une fuite, ndlr – bancaire et nous avions informé les gens de Transparency International que d'ici à quelques mois, nous allions publier notre histoire. En deux mots, des membres du gouvernement d'Azerbaïdjan utilisaient cette « lessiveuse », des comptes bancaires, pour payer des pots-de-vin à des gens du Conseil de l'Europe et du Bundestag – Parlement allemand, ndlr – pour qu'ils parlent en bien de leur pays. Avec les gens de Transparency, nous avons convenu d'une date pour dévoiler l'enquête. Dans l'intervalle, Transparency a écrit aux parlementaires européens et parlé avec des avocats, dans le but

de faire pression. Quand l'affaire est sortie, l'effet a été démultiplié. Le CEO de Danske Bank a démissionné car cette magouille fonctionnait via sa banque, l'une des plus importantes en Europe. Bref, il ne s'agit pas seulement de publier un matériel et d'attendre. Même chose récemment avec les élections aux Maldives. Nous avons démontré que l'ancien président avait vendu des îles pour gagner certaines faveurs, et Transparency a préparé le terrain en parallèle. Au final, l'opposition a gagné. Qui sait, peut-être que nous avons joué un rôle là-dedans.

**Revenons à la Roumanie. Tout le monde se félicite de l'efficacité de la lutte contre la corruption, qu'en est-il à votre avis ?**

Je pense que les procureurs comprennent bien mieux aujourd'hui comment tout cela fonctionne. C'est aussi valable pour Rise, nous connaissons mieux les réseaux, qui est connecté avec qui, etc. Quand nous avons débuté, qui pouvait penser que nous allions nous retrouver au Brésil à enquêter sur les propriétés des gens de Tel Drum (société de construction basée à Teleorman, ndlr), dont Liviu Dragnea – actuel président du Parlement roumain, ndlr – ? Nous avons appris à mieux identifier les modes opératoires. Une fois qu'on a le modèle, après il est plus facile de chercher. Afin de bien expliquer tout ça, nous avons lancé un projet intitulé les « recettes de la corruption ». Comme en cuisine, mais pour voler de l'argent. Les éléments sont toujours les mêmes : des sociétés, des comptes bancaires, un bouc émissaire, de l'argent, des fonds européens et des fonds nationaux. Toutes les recettes combinent ces éléments



d'une manière ou d'une autre. Pour notre première, nous nous sommes intéressés aux sociétés avec actions au porteur qui masquent l'identité de leurs propriétaires. Dans les registres, il est juste écrit que la société est détenue par actions au porteur. Ce type de société n'existe que dans quatre pays européens, c'est le véhicule parfait pour donner des pots-de-vin.

**C'est-à-dire ?**

Disons que je participe à un appel d'offres pour refaire l'autoroute Bucarest-Constanța avec une société mixte dont les actions sont réparties de la sorte : 20% d'actions au porteur et 80% à vue, visibles. Mon nom apparaît juste dans les 80%, pas dans le reste. Je peux donc aller voir la personne qui organise l'appel d'offres en lui disant que si nous gagnons, il possèdera 20% de la société sans que son nom n'apparaisse nulle part. De nombreuses compagnies de ce type ont obtenu des fonds européens. Tel Drum en a notamment obtenu à hauteur de 500 millions d'euros. Et ce ne sont pas les seuls. Autre aspect : les

modèles criminels qui fonctionnent sont exportés à l'étranger. Ainsi, les méthodes que l'on retrouve aujourd'hui pour voler de l'argent en Roumanie seront employées demain en Moldavie, puis en Ukraine, etc. Ces modèles criminels sont en fait comme des biens d'import-export. Quelque part, c'est plutôt brillant.

**Pourquoi fait-on encore des classements par pays en matière de corruption ?**

Il est effectivement devenu difficile de cloisonner les choses. Et il y a des surprises. Le scandale de la Danske Bank touche le Danemark, pays qui n'a jamais été perçu comme corrompu. Il n'y a pas de frontières pour le crime organisé, ces gens-là sont globaux au sens propre du terme, même si beaucoup d'entre eux financent des mouvements anti-globaux pour ne pas être inquiétés. Un Kosovar et un Serbe qui font du trafic d'armes ensemble, c'est possible. Ils se servent de tous les pays. Mais le plus grave, c'est toujours lorsque le gouvernement est du côté du crime organisé. Ainsi, actuellement,

le gouvernement et le crime organisé travaillent main dans la main en Roumanie puisque des personnes au pouvoir ont été condamnées.

**Avez-vous le sentiment que le message anti-corruption gagne du terrain du point de vue électoral ?**

Les gens se rendent bien compte que l'argent qui finit dans des villas de luxe au lieu de refaire les routes, provient de leur poche. Après, il a toujours existé en Europe de l'est un marché noir auquel beaucoup ont pris part. Cela a sans doute été cultivé par le communisme. Ces séquelles sont encore présentes et cela contribue sans doute à ce que la tolérance à la corruption soit plus importante que dans d'autres pays. Pour ce qui est de la petite corruption, le problème majeur, c'est qu'il n'y a plus de presse locale pour s'en occuper, elle a été décimée à 90%. Or, une presse locale qui puisse faire pression sur les autorités en suivant ce qui est voté et réalisé manque cruellement en Roumanie.

**Les salaires et les retraites ont augmenté de plus de 10% sur un an, le chômage est au plus bas tandis que la croissance poursuit sa hausse. Pourtant, les experts sont inquiets, et le quotidien d’une partie de la population s’est aggravé.**

# Où va l’économie roumaine ?

— Mihaela Rodina —

« *C’est comme foncer à pleine vitesse mais avec le frein à main tiré. Ce frein est lié aux investissements, toujours en-deçà du potentiel, au déficit commercial et à la hausse du coût de la main-d’œuvre qui ne reflète pas la productivité* », estime Adrian Negrescu, analyste économique chez Keysfin. Résultat ? L’économie connaît une surchauffe, dont les conséquences ne tarderont pas à se manifester.

À contre-courant par rapport aux autres pays d’Europe centrale et de l’est, la Roumanie est confrontée à une dévaluation de sa monnaie nationale ainsi qu’à une flambée de l’inflation ; elle s’éloigne, de ce fait, d’une entrée dans la zone Euro. Avec une progression de 4,2% du PIB au cours du premier semestre 2018, le pays enregistre, certes, l’une des meilleures performances au sein de l’Union européenne. Mais cette croissance « *ne s’est traduite ni par davantage de recettes publiques, ni par des investissements dans ce qui compte le plus, c’est-à-dire l’éducation, la santé, les infrastructures* », souligne le professeur d’économie Cristian Păun. « *Le comble est que l’inégalité sociale s’accroît, la pauvreté s’aggrave et la dépendance envers l’État demeure élevée* », ajoute-t-il.

Selon Valentina Vasile, chercheuse à l’Institut d’Économie de l’Académie roumaine, malgré une hausse constante du salaire minimum, qui s’élève aujourd’hui à 407 euros brut, les écarts se creusent au sein même des catégories les plus démunies. Car travailler ne suffit pas pour échapper aux privations. Selon des statistiques européennes, la Roumanie figure en tête du

classement pour le nombre de personnes menacées de pauvreté en dépit du fait qu’elles aient un emploi. Une étude de l’Institut national des statistiques révèle qu’un tiers des Roumains ont enregistré des retards en 2017 pour payer les charges de leur logement ou les factures d’électricité et de téléphone.

Suite à la majoration des salaires dans la fonction publique, une petite partie de la population vit sans doute mieux, estime M. Negrescu. Le but de cette mesure n’a été toutefois atteint que partiellement : les autorités espéraient que le secteur privé emboîterait le pas, or cela ne s’est pas produit. « *En plus, l’inflation s’est embrasée, engloutissant une grande partie des majorations des salaires et des retraites. Les effets négatifs risquent d’empirer alors que l’hiver arrive, entraînant une hausse des coûts de chauffage, ce qui engendrera des effets néfastes en cascade dans toute l’économie.* »

L’analyste souligne que « *l’augmentation des salaires n’a fait que mettre de l’huile sur le feu dans une économie déjà en proie à des déséquilibres et souffrant d’une productivité réduite* », s’interrogeant sur la capacité du pays à maintenir les salaires et les retraites au niveau actuel.

De son côté, le gouvernement se dit déterminé à maintenir le déficit public en-dessous de la barre des 3%, mais cela s’annonce de plus en plus difficile, alors que les sorties de fonds ont augmenté plus rapidement que les rentrées. « *La croissance repose sur une hausse de la*

*dette publique et, malheureusement, l’argent emprunté ne vas pas au développement mais aux dépenses sociales* », regrette Cristian Păun. En outre, « *stimuler la consommation* (en majorant les salaires, ndlr) *alors que la production locale ne peut pas tenir le pas avec la demande se traduit par une hausse du déficit commercial. Conséquence, ce n’est pas la Roumanie mais ses partenaires commerciaux qui en bénéficient* », explique-t-il.

## Une étude de l’Institut national des statistiques révèle qu’un tiers des Roumains ont enregistré des retards en 2017 pour payer les charges de leur logement ou les factures d’électricité et de téléphone.

Cet équilibre budgétaire précaire risque par ailleurs de se détériorer davantage si le Parlement adopte le projet de loi sur les retraites actuellement en débat. Selon le gouvernement, les retraites seront doublées d’ici 2021. Mais pour mettre en œuvre cette promesse, la Roumanie aura besoin de 115 milliards de lei (25 milliards d’euros) en 2021, et de 140 milliards en 2022, soit environ 15% de son PIB. « *Si vous posez la question à 100 économistes, 99 vous diront qu’il sera impossible pour le gouvernement de couvrir ces dépenses* », indique Ionuț Dumitru, président du Conseil fiscal.

« *Irréalizable !* », lance de son côté Bogdan Hossu, président de la confédération syndicale Cartel Alfa, estimant que la Roumanie ne pâtit pas d’une absence de ressources mais plutôt d’une mauvaise distribution des recettes. « *Le problème est que ce pays ne dispose pas d’une stratégie de développement à moyen et long terme, nous ne faisons que tourner en rond* », soutient-il. À la différence de la Bulgarie voisine, où les résultats des

investissements sont tangibles, « *ici nous ne voyons rien, bien que nous disposions de davantage de fonds* ».

« *La Roumanie semble incapable de diriger ses ressources, déjà en baisse malgré la croissance économique, vers les projets prioritaires pour les communautés qui contribuent au budget* », renchérit Cristian Păun, citant en exemple l’appétit des mairies pour « *organiser des concerts au lieu de construire des périphériques* ».

Déplorant ce gaspillage, M. Hossu évoque un projet anecdotique : une stratégie visant à réduire la pauvreté d’ici 2020 prévoit, entre autres, de créer davantage... d’aires de jeu pour les enfants. « *Nous dépensons les fonds publics de manière inefficace, sans être capables de créer un mécanisme d’auto-génération de l’argent* », regrette-t-il.

Le leader syndical déplore en outre que le gouvernement n’utilise pas mieux les fonds à disposition afin de permettre au milieu rural de se rapprocher de l’urbain. Attirer la main-d’œuvre des campagnes sur le marché du travail ou faciliter l’accès aux services de santé est rendu difficile à cause des infrastructures de transport déficitaires. « *Pour un habitant qui se déplace parfois en charrette, sur de mauvaises routes, couvrir 100 km équivaut à une distance de 700 ou 800 km dans un pays développé.* »

La main-d’œuvre insuffisante et les infrastructures déficitaires sont d’ailleurs les arguments les plus souvent cités par les investisseurs étrangers pour expliquer leurs réticences à s’implanter dans le pays. Et selon l’Institut des statistiques, les choses avancent très lentement. L’eau courante et les canalisations sont toujours loin de portée pour un Roumain sur trois. Dans les campagnes, seuls 45% des foyers disposent d’une salle de bain.

« *La Roumanie est un pays plein de contradictions* », résume M. Hossu. « *Sur le papier, nous sommes le tigre économique de l’Europe, mais la réalité est bien différente.* »

# Sur les départs

Propos recueillis par Ioana Lazăr

**Plus de 3 millions de Roumains sont partis de Roumanie entre 2000 et 2017 – avec un pic de près de 550 000 émigrés en 2007, année de l’entrée de la Roumanie au sein de l’Union européenne (source : Institut national des statistiques – INS) \*. Bien que l’émigration actuelle n’atteigne pas les chiffres d’il y a dix ans, la tendance ne semble pas s’infléchir. *Regard* a demandé à trois experts leur opinion sur la question.**

**Iancu Guda,**  
président de l’Association des analystes financiers-bancaires de Roumanie (AAFBR) :

« La migration roumaine de ces dernières années n’est pas seulement due à des facteurs strictement économiques. En 2017, la Roumanie a enregistré une croissance de plus de 7%, une majoration des salaires de 14%, et une augmentation de la consommation de 10%. Les principaux problèmes sont, entre autres, l’infrastructure déficitaire, l’absence de réformes structurelles, le faible niveau des dépenses pour l’éducation – environ 3% du PIB, ndlr –, et la pénurie de main-d’œuvre, là sont les véritables défis que la classe politique doit relever et qui expliquent en grande partie une émigration constante. Ces vingt dernières années, la population de moins de 30 ans a baissé de 30%, tandis que le nombre d’habitants de plus de 70 ans a pratiquement doublé. Face à un tel contexte, les compagnies ont été obligées de changer d’attitude vis-à-vis de leurs employés. Le salarié est devenu un bien précieux. En dix ans, le budget alloué aux ressources humaines est passé de 9% à 14%, parallèlement à une majoration de 1000 lei, environ 214 euros, du salaire moyen net entre 2007 et 2017, ce qui le situe actuellement à 586 euros. Si les multinationales ont été les locomotives de cette évolution, les microentreprises, qui représentent 94% des sociétés actives sur le marché roumain, continuent d’être à la peine, leur chiffre d’affaires ne leur permettant pas de suivre le rythme. »

**Cristina Fülöp,**  
psychologue :

« Aujourd’hui, le mirage de l’Occident tel que les Roumains se le représentaient dans les années 1990 n’est plus d’actualité. Si les jeunes continuent d’émigrer, notamment les jeunes diplômés, c’est en partie parce que le contexte actuel leur est favorable. Dans certains domaines, que ce soient les

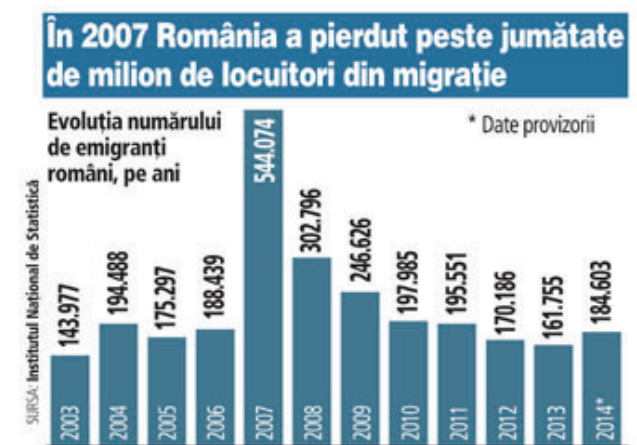
\* Contrairement aux affirmations les plus alarmistes, la Roumanie n’est pas en train de vivre un exode comparable à celui de 2007. L’année dernière, selon l’INS, environ 220 000 Roumains ont émigré, un chiffre légèrement supérieur à la moyenne annuelle du nombre d’émigrés depuis 2000.

nouvelles technologies de l’information ou la médecine, les pays occidentaux sont en manque de spécialistes et ils cherchent à recruter. Les pays scandinaves notamment ouvrent facilement leurs frontières en raison aussi d’un déficit démographique. Pourtant, il faut avoir beaucoup de courage pour partir. Psychologiquement parlant, le courage est la capacité d’avancer sans connaître ce qui pourrait arriver. Les gens qui partent sont d’habitude des personnes qui s’adaptent facilement, sûres d’elles et qui font confiance aux autres. Or, ne serait-ce que par ces simples traits de caractère, elles font figure à part. Généralement, les Roumains s’avèrent plutôt individualistes, méfiants et non coopérants. Voilà pourquoi la diaspora a pris une telle importance dans l’imaginaire collectif, et que son influence sur ceux qui sont restés au pays est toujours plus significative. »

**Remus Anghel,**  
sociologue à l’Institut d’étude des problèmes des minorités nationales (Cluj) :

« Dernièrement, chaque débat sur la migration roumaine remet sur le tapis trois aspects : le nombre de migrants, leur rôle au moment des élections, et les soucis d’ordre démographique. De 2000 à 2007, date de l’entrée dans l’Union européenne, plus de deux millions de Roumains ont quitté la Roumanie, ce fut l’une des conséquences directes de la situation économique d’un pays ayant perdu, selon les statistiques, 40% de ses emplois après la fermeture des usines communistes. Faute de travail, ces gens n’ont pas fait le choix de partir, ils ont été contraints de le faire. Pour eux et pour leurs familles, le processus de migration fut plutôt positif, puisque tout le monde en tira profit. À présent, les jeunes vont et viennent suivant les opportunités qui leur sont proposées. Du coup, la question n’est pas de savoir pourquoi ils partent, mais pourquoi ils ne veulent plus rester. Et à mon avis, c’est tout simplement parce que la société roumaine ne répond plus à leurs attentes. Il nous faudrait un plus de responsabilité en matière de gouvernance locale, c’est ce qui commence à se faire à Cluj, par exemple. Désormais, toutes les populations sont mobiles, et la Roumanie doit s’activer pour convaincre ses habitants de rester, ou de revenir. J’ajouterai que d’ici dix ou quinze ans, le taux de dépendance économique des retraités envers les salariés sera catastrophique. Et ce n’est pas seulement la migration qui en est responsable, mais surtout l’absence de mesures concrètes de soutien à la natalité. Il ne sert à rien de majorer l’allocation parentale si l’on ne résout pas la pénurie de crèches et de maternelles, et le manque de vaccins. »

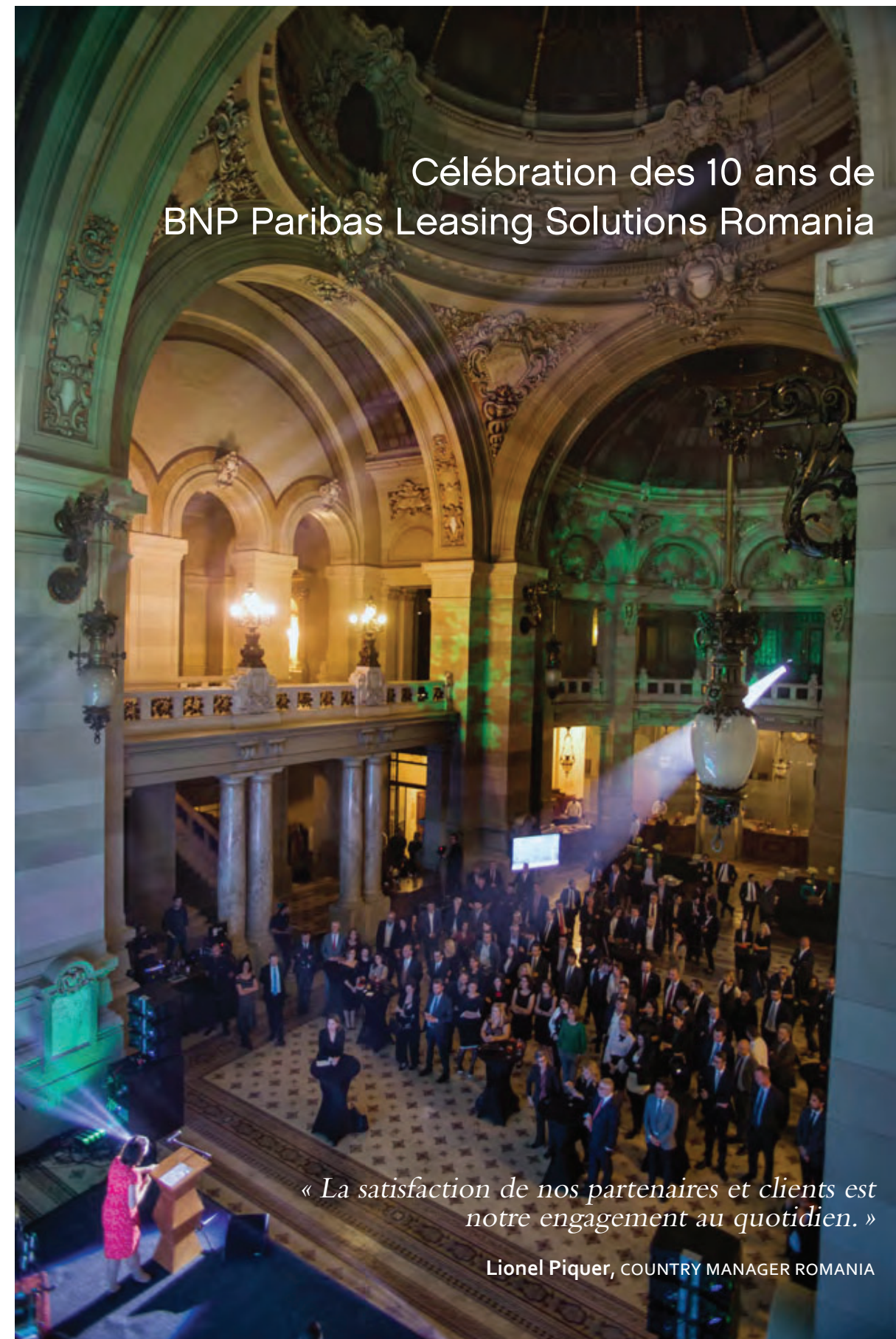
Tableau statistique  
paru dans le quotidien  
*Ziarul Financiar*  
en janvier 2016,  
titrant :  
« *En 2007, la  
Roumanie a perdu  
plus d’un demi-million  
d’habitants à cause de  
l’émigration.* »



# Régression

Lorsque je suis arrivée en Roumanie, en 2009, soit il y a presque dix ans, les rapports de la Commission européenne sur la lutte contre la corruption dans ce pays et la mise en place d'un « État de droit » mentionnaient des progrès. D'année en année, même si des faiblesses étaient pointées du doigt par l'Europe, les rapports faisaient état d'avancées et d'une confiance accrue des citoyens dans la justice, de pas en avant contre l'impunité des hommes politiques accusés de corruption, d'un renforcement de l'État de droit. En 2015, la Commission soulignait des « progrès constants et durables » et les « résultats remarquables » des institutions anticorruption comme le Parquet spécialisé DNA. Ce dernier était classé comme l'une des cinq institutions anticorruption les plus efficaces d'Europe, devant celles de certains pays de l'Ouest pourtant ancrés dans un système démocratique bien avant la Roumanie. L'ancienne procureure générale puis anticorruption Laura Codruța Kövesi était décorée par la France, entre autres, et la Roumanie pouvait alors faire figure d'exemple dans cette Europe qu'elle avait intégrée en 2004. Des magistrats étrangers louaient l'indépendance du Parquet, la priorité donnée à la lutte contre la corruption de haut niveau, celle qui prive l'État et donc les citoyens de ressources essentielles pour l'éducation, la santé, les infrastructures. Certes, les tentatives des hommes politiques, de tous bords, de saborder les avancées de la justice et de l'État de droit ne manquaient pas, mais nombre d'entre elles furent mises en échec, soit grâce à la mobilisation de la presse, des citoyens ou des deux conjugués, soit grâce à celles des magistrats et de certains responsables politiques désireux d'écouter ce que l'Europe avait à dire. Les avancées semblaient inéluctables. Pourtant, le mercredi 3 octobre, une tout autre image s'est dessinée devant le Parlement européen. « *La lutte contre la corruption recule* », « *la situation* (de l'État de droit) *n'a cessé de se détériorer* » au cours des derniers mois, a martelé le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans. En cause, selon l'UE, les modifications législatives portées par le gouvernement roumain dans le domaine de la lutte anticorruption et de la justice. D'exemple de progrès, la Roumanie est devenue un exemple de régression en Europe à en croire le débat au Parlement. Aujourd'hui, le pays est même sous la menace de sanctions en raison de mesures sapant l'indépendance de la justice selon l'UE et certains organes spécialisés du Conseil de l'Europe. Des amis me confient leur colère devant ces reculs, d'autres leur amertume, d'autres partis à l'étranger n'ont plus envie de rentrer. Difficile de ne pas ressentir un sentiment de gâchis, l'idée d'une trajectoire ascendante certes fragile, certes non achevée, mais aujourd'hui brisée. L'Europe semble elle garder un espoir : « *Les lois ne sont pas promulguées, il est possible d'inverser la situation* », a lancé le vice-président de la Commission, Frans Timmermans. Dans les mois qui viennent, la Roumanie fera des choix cruciaux pour son image et sa place dans la famille européenne.

## Célébration des 10 ans de BNP Paribas Leasing Solutions Romania



**BNP PARIBAS**  
LEASING SOLUTIONS

# Près de l'autre

Texte et photos : Marine Leduc

Le référendum du 6 et 7 octobre dernier\* a provoqué une vague de ressentiments au sein de la société roumaine, alors que beaucoup ne se doutent pas qu'un parent, un ou une collègue, un fils ou une fille fait éventuellement partie de la communauté LGBT+\*\*. À Bucarest, la plupart de leurs membres préfèrent rester cachés, d'autres se retrouvent dans des « safe space », des endroits dédiés, non exclusifs, mais où ils se sentent en sécurité.

\* Lors de ce référendum, les Roumains ont été appelés à donner leur avis sur la modification de la définition du mariage dans la Constitution, afin que seuls « un homme et une femme » puissent s'unir. Les partisans de cette réforme ont eu le soutien des Églises et du gouvernement. Résultat : le taux de participation n'a été que de 21,1%, soit nettement insuffisant pour que le référendum soit validé (le seuil est à 30%). Il n'en reste pas moins que 91,56% des électeurs ont voté en faveur d'une Constitution modifiée.

\*\* Lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels. Le signe + à la fin du sigle englobe toutes les identités de genres et orientations sexuelles non conventionnelles ou méconnues.



Macaz, sur Calea Moșilor, est un endroit unique dans la capitale. Coopérative sans hiérarchie, théâtre politique, lieu de discussions et de fêtes, il est devenu en deux ans un lieu important pour les militants « queer » – identité sexuelle non conventionnelle – et féministes.

Pour Carolina, l'une des fondatrices du café-théâtre Macaz, « *il est crucial que les personnes se sentent en sécurité, on fait sortir toute personne ayant des remarques désobligeantes ou une attitude agressive* ». Elle-même queer, elle vient de lancer une pièce, « *Negreșita* », qui traite de la vie de personnes à l'identité sexuelle non conventionnelle face à une société roumaine jugée trop conservatrice et homophobe.



Le Q Club, anciennement Queens, est le seul club LGBT+ de Bucarest. Situé sur le boulevard Carol, il a rouvert cet été avec une nouvelle programmation. En plus d'être un club dédié à la fête, les managers souhaitent organiser des soirées cinéma et théâtre. Le lieu a aussi une vocation sociale : des associations utilisent l'espace pour des rencontres et des débats. Et tous les vendredis, l'ARAS (Association roumaine anti-Sida) réalise gratuitement des dépistages du VIH et de maladies sexuellement transmissibles.

Le Q Club est fréquenté par des hommes et femmes de tout âge, homos, bisexuels, transgenres ou hétéros. « *C'est une diversité que l'on trouve rarement ailleurs, et qui rend l'atmosphère spéciale* », explique l'un des managers du club.



Plus d'une quarantaine de personnes assistent à un spectacle de Drag Queen au Thor's Hammer, premier bar gay de Bucarest. Son propriétaire, Trond, est norvégien et vit depuis presque cinq ans en Roumanie. Il a inauguré le bar en décembre 2017 et souhaite le rendre visible et ouvert sur la rue Blănari, dans le vieux centre. « *Je veux promouvoir la culture gay. Certains ont encore peur de s'afficher sur la terrasse, mais je cherche vraiment à ce que les gens se sentent bien et en sécurité* », explique Trond. Son bar a déjà reçu des attaques, « *mais rien de bien méchant* », assure-t-il.



Une semaine avant le référendum du 6 et 7 octobre, quelques centaines de personnes ont répondu à l'appel de l'association MozaiQ – qui s'adresse aux personnes LGBT+ – et se sont retrouvées Piața Victoriei pour soutenir le boycott.

*« Nous pourrions être plus nombreux, mais la peur de s'afficher prend le dessus, déplore Alexa Valianatos (sur la photo), membre de l'association MozaiQ. C'est pourtant le moment d'être visibles et de montrer qui nous sommes. »* Alexa est l'une des premières femmes transgenres à apparaître dans les médias roumains, et à parler librement de sa transition.





Alexa Ciucu, thérapeute  
pour l'association Accept

\* Créée en 1996, soit cinq ans avant la décriminalisation de l'homosexualité, l'association Accept a inauguré la première Gay Pride – désormais Marche des fiertés – en 2005. Treize ans plus tard, en juin dernier, elle a rassemblé des milliers de personnes sur Calea Victoriei.

Même si les personnes LGBTQ+ sont davantage acceptées dans la société roumaine, un relent d'homophobie s'est fait ressentir à l'approche du référendum. Certains n'osent plus aller dans les espaces pro-LGBT+ par peur de se faire attaquer à la sortie.

La peur, avec la solitude, sont les deux émotions qui ressortent des discussions au sein du groupe de soutien d'Accept \*. Animée par la thérapeute Alexa Ciucu (photo), la réunion a lieu chaque vendredi soir pendant près de trois heures – les prénoms qui suivent ont été modifiés...

Cristian a 23 ans et vient de la campagne, où il était difficile d'assumer son homosexualité. Ses parents ont du mal à l'accepter. « *Quand j'ai commencé les sessions il y a trois ans, je n'osais pas entrer dans le local d'Accept par crainte d'être vu* », admet-il. Jack, lui, est un homme transgenre de 27 ans. En dehors des réseaux sociaux, il avait du mal à partager son expérience avec d'autres personnes. « *Je me sentais vraiment seul*, raconte-t-il. *J'ai découvert le groupe de soutien il y a quelques mois et je me suis inscrit. Désormais, la session est pour moi le meilleur moment de la semaine.* »

Pour Ellie, bisexuel, c'est la solitude extrême qui l'a poussé à s'inscrire. « *Je suis encore au lycée, et ce n'est pas un endroit très tolérant. La solitude m'affectait psychologiquement et personne n'arrivait à le comprendre.* »

Le groupe de soutien d'Accept permet de rencontrer d'autres personnes dans la même situation et de prendre confiance en soi. « *Il est très important d'avoir un tel espace de parole et d'entraide*, explique Alexa. *C'est le seul endroit à Bucarest où l'on peut réellement être libre de parler de son homosexualité, de sa bisexualité ou de sa transition sans être jugé.* »

**WAREHOUSES WITH BRAINS**  
**WDP**

Your provider of smart solutions for logistic and semi-industrial space needs

[www.wdp.eu](http://www.wdp.eu)

## Dix ans plus tard

« Quand la crise de 2008 a éclaté, j'étais aux États-Unis, à Washington », raconte Radu Ghețea, l'un des banquiers les plus réputés de Roumanie, patron de la CEC Bank et président d'honneur de l'Association roumaine des banques. « Là-bas, lors d'une conférence, un banquier américain nous a raconté qu'il tremblait à chaque fin de mois, sa crainte étant qu'un client arrive à son bureau et mette les clés de sa maison sur la table en lui disant qu'il ne peut plus payer les mensualités de son crédit. Je garde toujours en mémoire la façon dont ce banquier nous a témoigné sa crainte. »

Dix ans plus tard, comme ailleurs, les banques roumaines ont procédé à de multiples ajustements et restructurations. Certaines ont tout simplement fermé, d'autres ont mis en repos leurs entités les plus fragiles, et de nouveaux noms ont fait leur apparition, timidement. Quelques rachats et fusions ont également eu lieu.

Mais la plupart des banquiers estiment que la crise a aussi eu de bons côtés. « En premier lieu, on s'est enfin rendu compte dans quelle économie nous vivions. En Roumanie, jusqu'en 2008, nous nous faisons beaucoup d'illusions sur le capitalisme. Nous avons vécu une transition où l'on pensait pouvoir obtenir les bénéfices du libre marché sans ses inconvénients, ou continuer à profiter d'un certain socialisme tout en vivant dans une société capitaliste », soutient Dan Pascariu, ancien CEO de la banque UniCredit en Roumanie et actuel président de son conseil d'administration.

Suite à la crise, les banques roumaines ont fermé 30% de leurs succursales, elles ont congédié un quart de leur personnel et beaucoup ont connu plusieurs années de pertes significatives. Aujourd'hui, la période de convalescence est enfin terminée, la plupart ont retrouvé le chemin de la rentabilité.

Ceci étant, un problème épineux est resté non résolu : la relation avec le client s'est détériorée, la confiance, élément fondamental de cette relation, n'est plus ce qu'elle était. À cause de la crise mais aussi d'initiatives législatives à caractère populiste, comme le plafonnement des taux d'intérêt ou des remboursements de créances. « Au-delà de ce qui s'est passé ces dernières années, je crois qu'en Roumanie, il y a un problème vis-à-vis de la confiance de façon large. C'est comme si on cultivait toujours un manque de confiance envers les gens, les informations, son entourage. D'un autre côté, le système bancaire n'a sans doute pas communiqué à temps et de façon efficace. Cela reste une frustration pour moi, sans doute l'une des principales leçons de la crise. Et il y a encore du travail à faire en termes de communication idéale avec le client », estime Steven van Groningen, CEO de la Raiffeisen Bank en Roumanie.

Enfin, les clients eux aussi ont évolué. Les plus jeunes n'hésitent pas à changer d'entité bancaire dès que quelque chose les dérange, et comptent sur des modalités numériques infaillibles. Alors que d'autres ont toujours besoin d'un contact humain avec leur banquier. Les banques se doivent d'assouvir ces différents besoins afin notamment de recouvrer et de maintenir cette précieuse confiance.

**SPEEDTEST AWARDS**  
by OOKLA®  
2018

# Le réseau mobile le plus rapide de Roumanie

Testez-le vous-même et gagnez des cadeaux avec l'application **4G MegaHunt**

ACUM PE Google Play    Descarcă de pe App Store

Résultats comparatifs obtenus par Speedtest Intelligence® by Ookla® pour les opérateurs roumains, pour des vitesses de transfert moyennes testées sur des appareils mobiles au cours du premier trimestre de l'année 2018. Les marques Ookla sont utilisées sous licence et imprimées avec autorisation.

It's all about what matters to you **orange™**

Le président de l'Union Sauvez la Roumanie (Uniunea Salvați România, USR), Dan Barna, vise cinq postes de députés aux élections européennes de 2019. Au niveau national, l'un des principaux objectifs de son parti n'a pas changé : se débarrasser des politiciens corrompus. Entretien.



# Pour une autre voie

Propos recueillis par Carmen Constantin  
Photo : Mihai Barbu

## Regard : Quel est votre sentiment sur la situation politique actuelle ?

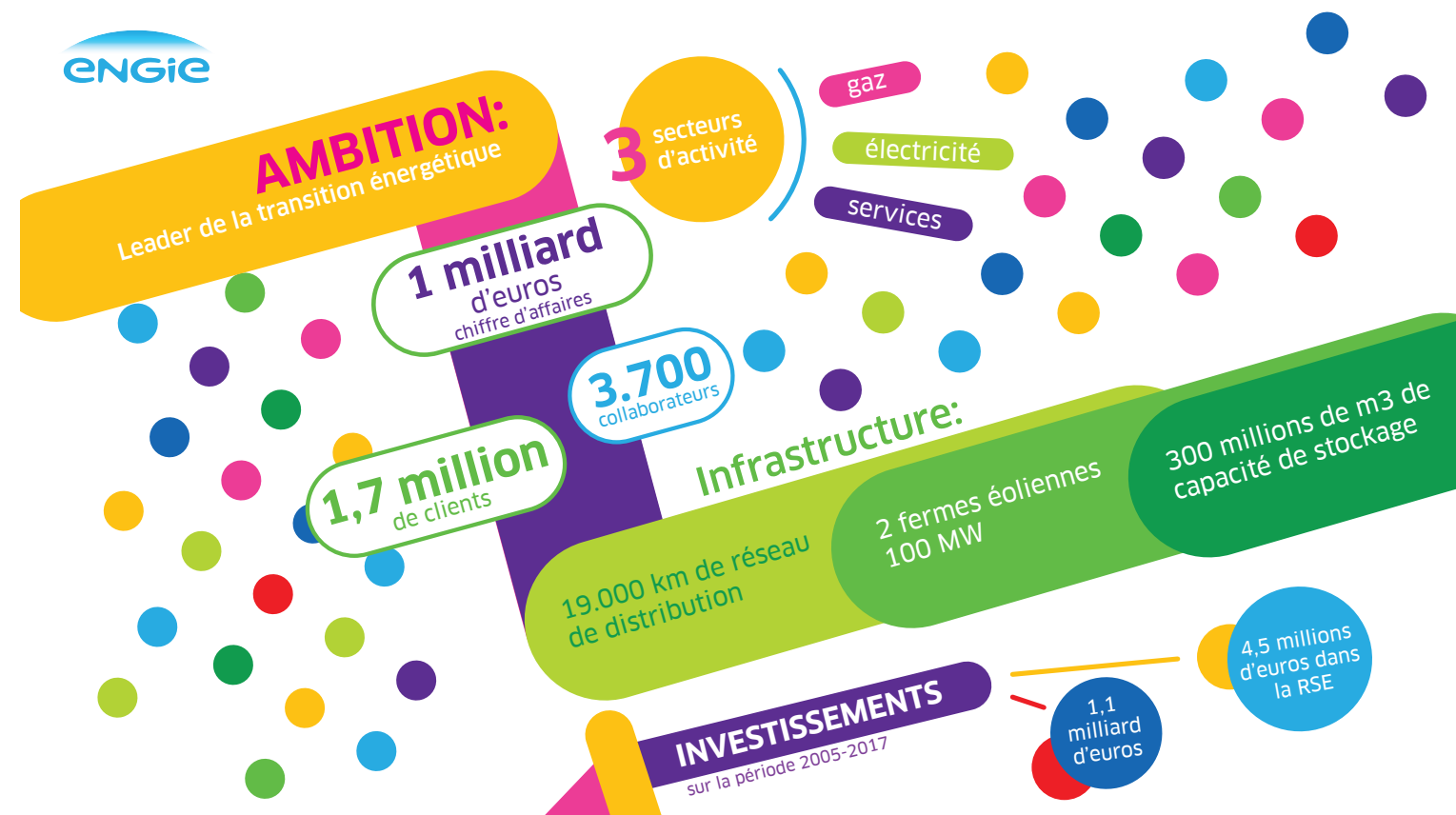
**Dan Barna :** Nous sommes face à un moment critique. Après la révolution de 1989 et les « minériades » \*, la voie européenne s'est enfin présentée sur notre chemin, et la société civile s'est peu à peu réveillée de sa léthargie. Avec plusieurs sursauts intenses, comme la chute du gouvernement de Victor Ponta en 2016 suite au traumatisme provoqué par l'incendie du club Colectiv \*\*. Puis un gouvernement technocrate, mené par Dacian Cioloș, a enfin pris les rênes du pays. J'y ai participé pendant six mois en tant que secrétaire d'État au ministère des Fonds européens. Avant cela, je n'étais qu'un simple entrepreneur. Ce gouvernement technocrate a fait ce qu'il a pu, avec des résultats indéniables. La bureaucratie a été réduite, tout comme les détournements de fonds publics. Un certain sentiment de sécurité s'est installé, le pays semblait se diriger vers la bonne voie. Revers de la médaille : les gens ne sont pas allés voter, bercés par une fausse impression de normalité, alors que l'électorat très discipliné des sociaux-démocrates s'est rendu aux urnes en masse. Résultat : nous assistons aujourd'hui au démantèlement de la justice et à des attaques continues à l'État de droit.

## Et cela, malgré les manifestations de ces deux dernières années...

Depuis environ deux ans, le pays est effectivement captif d'un paradigme dont les seuls enjeux sont l'avenir de Liviu Dragnea (président du Parlement et du Parti social-démocrate, ndlr), c'est-à-dire s'il échappera ou non à la prison, et comment le pouvoir essaie de modifier notre système juridique. Les changements prévus en ce qui concerne notamment les codes de procédure pénale pourraient transformer la Roumanie en un État infractionnel. De fait, l'évasion fiscale ou le blanchiment d'argent ne seraient plus sanctionnés. C'est bien pour cela que Bruxelles a récemment affirmé de façon très explicite que la Roumanie était en mode marche arrière. La perception générale est que nous nous dirigeons vers un système « illibéral », comme en Pologne ou en Hongrie. Nous considérons donc qu'il est nécessaire de procéder à des élections anticipées.

## Que disent les sondages sur l'évolution de l'USR ?

Nous sommes dans une phase ascendante. Ces derniers mois, notre campagne « Non aux infracteurs dans la fonction publique » (Fără penali în funcții publice, ndlr) a recueilli plus



« *Nous travaillons avec le nouveau parti de l'ancien Premier ministre Dacian Cioloș, c'est une très bonne collaboration, nous avons le même ADN politique. Je suis très confiant, bientôt nous pourrions proposer ensemble une alternative réelle.* »

d'un million de signatures. De fait, la Constitution stipule noir sur blanc qu'un condamné au pénal ne peut occuper la fonction de maire, député ou président. Or, le gouvernement social-démocrate actuel veut nous faire croire qu'il est tout à fait normal d'être condamné, d'avoir volé de l'argent public et d'occuper des postes importants dans les affaires du pays, quitte à modifier la Constitution. Notre campagne porte là-dessus, elle dit qu'on ne peut plus continuer à permettre de telles choses. Pour revenir à votre question, nous sommes entrés au Parlement avec 9% de voix, et les derniers sondages montrent que nous sommes à 12%. L'USR est un parti en croissance : quand j'en ai repris les rênes l'année dernière, il y avait 1800 membres, aujourd'hui nous sommes 6000.

**L'USR a toujours été vu comme un parti très urbain, or la moitié de la population vit dans les campagnes...**

Effectivement, c'est pourquoi notre priorité a été d'être davantage présent sur l'ensemble du territoire. Dans plusieurs départements, nous avons désormais des filiales au niveau des communes. Et en parlant avec les gens sur place, on se rend compte que la situation évolue. Beaucoup nous ont dit qu'ils avaient voté PSD (Parti social-démocrate, ndlr), mais qu'ils en avaient assez de « ces voleurs ». La perception que ceux qui gouvernent font les lois qui les arrangent, que le pays est sous le joug d'infracteurs est aujourd'hui un sentiment qu'on retrouve dans les coins les plus reculés de Roumanie. Comment s'en étonner quand un homme comme Liviu Dragnea, condamné alors qu'il a volé de l'argent d'une institution de protection de l'enfance pour payer le personnel de son parti, ose voter dix jours plus tard une loi afin d'échapper aux conséquences de son infraction ? Il ne s'agit pas là d'une déclaration politique, il s'agit d'un fait. Et ça s'est passé en Roumanie.

**Quels sont vos objectifs dans les mois qui viennent ?**

En premier lieu, que toute la vérité soit faite sur ce qui s'est passé le 10 août dernier, quand l'État roumain a agressé des citoyens qui manifestaient Piața Victoriei. Nous assistons en ce moment à une tentative grotesque de museler les faits, la majorité au pouvoir refuse notamment de mettre en place une commission d'enquête indépendante. Et que dire de l'explication des gendarmes... Ils seraient intervenus sans ordre officiel parce que le temps pressait. La loi se respecterait seulement quand on a le temps de la respecter ? La gendarmerie a perdu toute légitimité morale, elle est devenue le bras armé de Liviu Dragnea. J'ai été présent sur la place le 10 août, et j'ai reçu cinq jets de gaz lacrymogène. Mais il n'y a pas eu de bataille généralisée, précisément parce que la majorité des manifestants a su garder son sang-froid et son bon sens. Il est inepte d'accréditer l'idée d'un coup d'État.

**Quelles sont vos ambitions pour les élections européennes de l'année prochaine ?**

Nous les voyons comme un festival de la démocratie, une grande opportunité. Depuis cet automne, nous organisons des élections internes où tous nos membres ont la possibilité de se présenter. Certes, nous discutons aussi des diverses options d'alliance, l'objectif est d'obtenir au moins quatre à cinq sièges.

**Quelle relation avez-vous avec les autres partis d'opposition ? Et avec le PSD ?**

À court terme, penser à une alliance avec le PSD est très peu probable, je dirais même impossible. Malheureusement pour le pays, ce parti continue d'être une structure très fidèle à l'ancien parti communiste, il gouverne par la peur. De notre côté, nous voulons une Roumanie moderne et pro-européenne. Nous travaillons en ce sens avec le nouveau parti de l'ancien Premier ministre Dacian Cioloș, « Mișcarea România Împreună » (Mouvement Roumanie Ensemble, ndlr). C'est une très bonne collaboration, nous avons le même ADN politique.

Je suis très confiant, bientôt nous pourrions proposer ensemble une alternative réelle, avec notamment un nouveau paquet de lois électorales et le retour aux élections municipales à deux tours, une initiative qui tend à promouvoir des hommes et des femmes politiques nouveaux. Quant au PNL (Parti national libéral, ndlr), nous entretenons des relations correctes.

**Quels messages souhaiteriez-vous adresser aux électeurs du PSD ?**

J'aimerais qu'ils réfléchissent à la raison pour laquelle leurs enfants partent du pays par milliers. Qu'ils se demandent qui est vraiment Soros\*\*\*, représenté comme le mal absolu alors que personne ici ne le connaît, et qu'on n'en parle qu'à la télévision. Et qu'ils essaient de se rendre compte qui est véritablement responsable de la situation dans laquelle se trouve la Roumanie.

**Vous restez optimiste ?**

Oui, sinon je ne ferais pas de politique. La Roumanie échappera bientôt à l'emprise de Liviu Dragnea et d'un type de gouvernance

complètement dépassé. Et nous reviendrons sur le chemin européen, là où l'on doit être.

\* Voir l'astérisque page 6 du précédent numéro de *Regard* (nr 83).

\*\* Le 30 octobre 2015, à Bucarest, un incendie dans la discothèque Colectiv a fait 64 morts et plus de 180 blessés. Suite au drame, plusieurs manifestations ont eu lieu dans le pays, dénonçant les défaillances en matière de sécurité dues notamment à la négligence des autorités et à la corruption.

\*\*\* George Soros est un financier milliardaire américain d'origine hongroise. Il a notamment fondé l'Open Society Institute, devenu en 2010 Open Society Foundations, dont l'objectif affiché est de promouvoir le développement des sociétés démocratiques et ouvertes. Spéculateur controversé, les régimes autoritaires se servent souvent de lui comme bouc émissaire, l'accusant de soutenir manifestations et coups d'État.

**N.B. :**

Dans le prochain numéro de *Regard* du 15 décembre, nous avons l'intention d'interviewer un membre de l'Alliance PSD-ALDE.

**LEROY MERLIN**

Chez Leroy Merlin, nous sommes là tous les jours pour soutenir vos envies de construire, rénover et décorer votre maison ou votre jardin.

[www.leroymerlin.ro](http://www.leroymerlin.ro)

# L'obsession du court terme

Cela fait presque deux ans que le calendrier politique de la Roumanie est calqué – au millimètre près – sur celui des tribunaux. Le débat public n'est plus qu'une dispute sans fin sur les réformes imposées par un gouvernement solidement ancré au pouvoir. Le code pénal, le code de procédure pénale, le statut des magistrats, la loi sur l'organisation judiciaire, ainsi que celle du Conseil supérieur de la magistrature ont été modifiés au pas de charge par un Parlement conquis à la cause. L'opposition dénonce mollement la volonté de blanchir l'homme fort du pays, Liviu Dragnea, président du Parti social-démocrate, mis en examen dans diverses affaires de corruption et déjà condamné pour fraude électorale. De son côté, la majorité met en avant l'implication des services de renseignements (SRI) dans des enquêtes judiciaires de droit commun, activité mise hors la loi par la Cour constitutionnelle en 2016. En septembre dernier, la commission parlementaire d'enquête sur le SRI annonçait l'existence de plus de cinq cents protocoles de collaboration entre les services secrets et de multiples institutions de l'État roumain, en commençant par le Parquet général. Autrement dit, le SRI s'est arrogé illégalement des pouvoirs de police judiciaire. Dans un pays toujours hanté par le souvenir de la Securitate communiste, cela fait encore froid dans le dos. « C'est de la police politique », crie aujourd'hui la coalition au pouvoir, en oubliant sans doute que les fameux protocoles existent depuis le début des années '90 et que toute la classe politique – sans exception –

a collaboré allègrement à leur mise en œuvre, en fonction des intérêts du moment. L'objectif commun est simple : obtenir la révision de toutes les affaires de corruption dans lesquelles sont impliqués petits et grands leaders politiques, de tous bords.

L'Union européenne – calendrier électoral oblige – commence à s'en mêler ouvertement et met en garde la Roumanie contre toute atteinte à l'État de droit et à la lutte contre la corruption. En réponse, Bucarest commence à fredonner la petite musique des démocraties illibérales, sur des textes déjà entendus à Budapest ou à Varsovie : ce sont des attaques inadmissibles contre la souveraineté de la Roumanie, menées par des responsables européens « désinformés et manipulés ».

Toute la vie politique est donc suspendue aux prochaines échéances judiciaires : celles des procès de Liviu Dragnea et celles de la Cour constitutionnelle qui doit se prononcer sur la validité des modifications législatives évoquées précédemment. Les Roumains, avec leur franchise coutumière, n'y vont pas par quatre chemins : finalement, entend-on partout, la question est de savoir si Liviu Dragnea passera ou non Noël en prison.

Le défi majeur se situe cependant ailleurs : pour la première fois de son histoire, la Roumanie doit diriger l'Union européenne, durant les six premiers mois de 2019. Mais, dans le tumulte actuel, ce n'est franchement pas à l'ordre du jour.

## Zebra

Amicalement  
vôtre,  
**Mihaela  
Dedeoglu.**

Du lundi au  
vendredi,  
de 10h à 13h.



**Elvire Popesco**  
**NE VEDEM LA FILM!**  
[www.elvirepopesco.ro](http://www.elvirepopesco.ro)

Georgiana Gibboiu/UrbanEye Film Festival

📍 sala Elvire Popesco, bd. Dacia 77  
@ [cinema.bucarest@institutfrancais.ro](mailto:cinema.bucarest@institutfrancais.ro)  
🌐 [www.elvirepopesco.ro](http://www.elvirepopesco.ro)

☎ 0374 125 216  
📺 /cinemaelvirepopesco  
📺 /cinemaelvirepopesco

**INSTITUT FRANÇAIS**  
vivre les cultures



# Au-delà d'une équipe

Texte et photo : Aline Fontaine

À Timișoara, trois équipes de football évoluent en Ligue 2, une performance en soi. Toutefois, la palme de l'inédit revient aux supporters qui dirigent l'une d'entre elles, contre vents et marées, avec une foi infaillible pour le sport « propre », sans gros sous, et sans patron.\*

\* L'ACS Politehnica, fondée par les autorités locales, est classée 19ème de la Ligue 2. Ripensia, soutenue par des investisseurs privées, 15ème. Et l'équipe des supporters, l'ASU Politehnica, arrive en 11ème position sur 20.

Ce samedi après-midi, l'Association sportive de l'Université Politehnica de Timișoara, surnommée *Poli*, reçoit l'équipe de Mioveni, une petite ville près de Pitești. Les locaux restent sur une défaite, trois petits points ne feraient donc pas de mal pour grappiller une place dans le classement de la Ligue 2 de football professionnel roumain. De son côté, Sebastian Novovic joue son match depuis 9 heures du matin. Il est allé chercher les bannières des sponsors, les jus pour la buvette, a participé à la séance technique avec les arbitres. « *Je devais signer un document, au nom des supporters, comme quoi aucun dérapage ne surviendrait* », précise ce grand brun, passionné au point d'avoir tatoué les emblèmes de *Poli* sur ses deux mollets. Il enfle un chasuble jaune et rejoint d'autres bénévoles, chargés de veiller à la sécurité du terrain.

À peine le coup d'envoi est-il lancé que résonnent déjà les chants des 1000 spectateurs... « *Poli, tu es notre amour. Allez, lutte et gagne.* »

Un amour unique, car ici, les supporters ne se contentent pas d'encourager leur équipe pendant les matchs. Leur association, Druckeria, a signé un contrat avec l'Université Politehnica pour gérer le club. Trois supporters, dont Sebastian, sont salariés et doivent trouver des sponsors, promouvoir *Poli* dans les écoles, lors d'événements, ou à travers des actions caritatives.

Chaque semaine, les supporters se réunissent pour débattre des problèmes, des solutions, du bilan financier. Avec les dirigeants techniques, ils décident aussi les grandes lignes de la stratégie sportive. « *Tout est transparent, tout se discute, et chacun peut s'épanouir dans son rôle, sans qu'un grand chef nous dise quoi faire. Ce n'est pas plus facile, mais c'est plus beau* », estime Marius Cociu, le directeur sportif.

Cette organisation atypique résulte d'une histoire à rebondissements. Tout avait bien commencé

SARO.SA.17.11.0368

**PRÈS DES ROUMAINS, TOUT AU LONG DE LEUR VIE**

La santé, tout comme la vie, représente un voyage, avec ses hauts et ses bas, avec ses difficultés, plus ou moins importantes, permanentes ou transitoires. Dans ce voyage, en tant que partenaire pour la santé, Sanofi reste près des Roumains tout au long de leur vie. Notre but est de protéger et de soutenir ceux qui sont confrontés à des problèmes de santé, et de les aider à jouir pleinement de leur vie.

**SANOFI**  *Empowering Life*

© Sorin Onișor

« *Tout est transparent, tout se discute, et chacun peut s'épanouir dans son rôle, sans qu'un grand chef nous dise quoi faire. Ce n'est pas plus facile, mais c'est plus beau.* »

en 1921, quand l'Université Politehnica, une institution dans la ville, fonde son équipe de foot. Mais dans les années 90, les clubs se privatisent et les difficultés commencent. Première déception avec un investisseur italien qui, après de grandes promesses, part avec l'équipe tenter sa chance dans un autre village, près de Bucarest.

Ironie du sort, un nouvel investisseur amène une équipe d'un autre village, également proche de la capitale, et ravive Poli.

Le club connaît alors son heure de gloire à la tête de la Ligue 1 et participe à des compétitions européennes. De 15 à 20 000 personnes remplissent le stade, à chaque match, un phénomène qui fait des envieux dans le pays. Quand soudain, à l'été 2012, le navire se noie sous 4 millions d'euros de dettes. L'investisseur est condamné à quatorze ans de prison pour tromperie et blanchiment d'argent, dans une autre affaire.

« *Nous nous sommes réveillés d'un rêve, trahis. L'esprit de Poli avait disparu, nous ne comprenions plus rien au foot,* poursuit Silvan, l'un des trois managers-supporters. *Nous avions deux options : refermer la boîte des souvenirs et regarder du cricket, ou se mobiliser.* »

L'Université possédait aussi une équipe amatrice, formée de professeurs et d'étudiants. Chaque année, ils remportaient le championnat de Ligue 6, au niveau municipal, mais sans évoluer, par manque de moyens. Les supporters ont alors eu une idée : pourquoi ne pas repartir de cette base, et tracer un nouveau bout de chemin ? « *Nous voulions absolument recréer le lien avec l'Université, nos racines, notre mère* », ajoute Lucian, devenu supporter quand il est arrivé pour ses études dans la ville.

Début juillet 2012, ils exposent leur plan au maire fraîchement élu, Nicolae Robu. En vain.

L'ancien recteur de Politehnica choisit de faire venir l'équipe de la petite ville de Recaș, située à quelques kilomètres de Timișoara, propulsée en Ligue 2 mais en faillite. Il forme un nouveau club, l'ACS Politehnica. La goutte de trop pour les supporters qui, la nuit de l'annonce, tagguent partout dans la ville : « *L'AC Recaș n'est pas le Poli.* »

Mais le projet des supporters va convaincre le nouveau recteur. « *Le maire n'a pas cru dans leur audace. Nous, oui, nous ne pouvions seulement pas les aider financièrement* », nuance Viorel Șerban. En deux jours, les supporters collectent 800 euros pour acheter des équipements pour les joueurs, et l'aventure recommence, de Ligue 6 en Ligue 5.

« *Quand les supporters de Poli arrivaient dans les villages, c'était la fête, les bars réalisaient la moitié de leur chiffre d'affaires annuel en un jour* », raconte le recteur.

« *1500 personnes allaient voir les matchs en vélo, et après on célébrait avec les joueurs, c'était romantique* », retient Bianca qui tient le stand de tee-shirts ou se balade dans les gradins avec une boîte, pour recueillir les donations du public.

Grâce à cet engouement, l'ASU Poli a atteint la Ligue 2, en 2016. « *C'est l'équipe avec le plus fort soutien de la part des supporters que j'ai entraînée. Cela m'aide beaucoup pour la préparation psychologique des joueurs,* relève Cosmin Petrușescu, l'entraîneur principal. *Même si nous perdons, le public nous encourage.* »

Cette singularité a cependant ses limites, l'argent manque au club s'il veut monter en Ligue 1. « *Notre budget avoisine 400 000 euros quand certains de nos adversaires partent avec 2 millions, comme à Cluj, où les supporters se sont inspirés de Timișoara pour raviver leur équipe. Mais depuis, ils ont reçu le soutien financier des autorités locales* », souligne

Sebastian, le président de l'Association des supporters. Les cotisations, les revenus des entrées et des produits dérivés ainsi que les subventions des entreprises locales ne suffisent pas. « *Nos joueurs touchent environ 120 euros par mois pour les plus jeunes, et 1200 euros pour les plus expérimentés. Nous ne pouvons pas offrir plus, et donc attirer de meilleurs joueurs. Il faudrait que la communauté nous aide en assistant davantage aux matchs, mais les gens attendent de bons résultats pour venir au stade* », s'attriste-t-il devant ce cercle vicieux.

Depuis le début de cette nouvelle saison, le club mise sur la formation de jeunes joueurs pour franchir une marche d'ici un ou deux ans. « *Je suis sûr que le temps va faire son affaire et que d'ici 2021, pour le centenaire de Poli, nous brillerons* », présage le recteur.

« *Vu que l'équipe fondée par le maire vient d'entrer en insolvabilité, à cause de financements opaques recensés par la Cour des comptes, elle va sûrement disparaître dans le même délai,* avance Anda Deliu, correspondante locale pour le site ProSport, et spécialiste de Ligue 2. *À voir si les sponsors de cette équipe, qui n'attire quasiment personne aux matchs, choisiront de soutenir celle des supporters. Ce serait bien qu'une équipe retrouve une aura nationale, parce que toutes ces magouilles ont éloigné les habitants du foot, seuls les plus fanatiques ont cultivé leur passion.* »

L'entraîneur de Poli se prend à rêver qu'une seule équipe sortira de cette histoire et qu'il la mènera de nouveau jusqu'en Ligue des champions pour affronter Manchester City ou éliminer le Shakhtar Donetsk, comme au bon vieux temps.

collection **EGO®**



A G E N D A S • C A L E N D R I E R S

**IMPRIMERIA ARTA GRAFICA**  
www.artagrafica.ro



**EGO®**  
www.ago.ro

## LA CHRONIQUE de Matei Martin

journaliste à Radio România Cultural  
et Dilema veche

# La danse en état de détresse

RRI Spécial

Avec  
**Ileana Țăroi**

Chaque jeudi de  
13h15 à 13h45 sur  
[www.rri.ro](http://www.rri.ro) - canal 2

**Radio  
România  
Internațional**

« Dansez, sinon nous sommes perdus ! » Cet appel, lancé par l'inégalable chorégraphe allemande Pina Bausch, est devenu une sorte de devise pour les danseurs contemporains roumains qui sont depuis longtemps en situation de précarité. Le métier n'est pas suffisamment reconnu, les créateurs manquent de financement et d'un siège adéquat pour se produire. En Roumanie, la danse contemporaine est désormais en état de détresse. Et pourtant, les artistes continuent d'espérer. Et de danser. Le Centre national de la danse de Bucarest (CNDB) est une entité unique parmi les institutions du spectacle subordonnées au ministère de la Culture : créé en 2006 d'après le modèle institutionnel français, le CNDB a pour but d'accueillir et de produire des spectacles, de créer des programmes de recherche et de promouvoir l'éducation artistique afin de développer la culture chorégraphique. Mission impossible à accomplir si l'institution est dépourvue des moyens d'agir. Cela fait déjà cinq ans que le centre a dû déménager de son siège initial. Lorsque le Théâtre national est entré en rénovation, les danseurs ont été obligés de quitter leurs locaux installés aux derniers étages de la maison. Pourtant, ils venaient tout juste de renouveler leur salle et la scène après un investissement important. Il a fallu presque un an pour que le ministère trouve une solution, ou plutôt un compromis : le CNDB a loué un immeuble boulevard Mărășești, une ancienne halle industrielle. Mais le loyer pèse lourd dans le budget de l'institution, qui ne se permet désormais plus de soutenir ses ambitieux programmes artistiques. De son côté, le nouveau Théâtre national ne peut plus accueillir le CNDB dans la salle qui lui est pourtant destinée, selon la

loi. Suite aux pressions de la part du milieu artistique, le ministère cherche d'autres solutions. Mais l'instabilité gouvernementale menace, une fois de plus, l'existence de l'institution. Avec des ministres de la Culture qui se succèdent tous les six mois environ, et un manque de cohérence proverbial dans les politiques culturelles, les promesses s'enchaînent sans un épilogue favorable en vue. Récemment, le ministère a décidé d'allouer au CNDB une ancienne salle de spectacle bien située dans le centre de Bucarest. Mais il faudrait, de nouveau, entreprendre des travaux coûteux. Date estimative de l'ouverture : 2020, dans le meilleur des cas. Les artistes ne peuvent qu'espérer une résolution rapide. Alors que le budget du Centre a encore diminué. C'est grâce à la solidarité professionnelle et au combat de quelques créateurs que l'institution a pu naître : des artistes comme Mihai Mihalcea, Vava Ștefănescu, Cosmin Manolescu et bien d'autres encore ont réussi, il y a douze ans, à convaincre les autorités d'ouvrir ce centre de danse. Ils ne cessent, depuis, de le défendre, et ont souvent sacrifié leur vocation pour ériger la scène de leurs confrères. Avec le CNDB et quelques événements périodiques, ils ont réussi à générer un public pour la danse contemporaine. Malgré les coupes budgétaires, le centre a pu offrir une programmation attrayante. Puis, peu à peu, la danse est devenue un art très présent sur toutes les scènes, que ce soit au théâtre, les arts visuels, dans la rue ou des petits espaces plus intimes. Mais cette sympathie publique est fragile et le capital symbolique accumulé avec tant d'efforts risque de s'écrouler en l'absence d'une intervention décisive de la part des autorités.

MUZEUL NAȚIONAL DE ARTĂ AL ROMÂNIEI  
MUSÉE NATIONAL D'ART DE ROUMANIE



# CoBrA et Cie

28 septembre 2018 - 27 janvier 2019

Wallonie - Bruxelles  
International.be  
Délegation Bucarest

FRANÇOIS  
MATHIEU

La Louvière

CENTRE DE LA  
GRAVURE  
ET DE L'IMAGE  
IMPRIMÉE

MNAR

TVR

24

OBSERVATOR  
CULTURAL

EUROPEAN

sensotv.ro

Radio  
România  
Cultural

Radio  
România  
Internațional

FRANCE  
ROMAINE  
BOULONNE

igloo

ARHITECTURA

zeppelin

IQ&est



Texte et photos :  
Mihai Barbu

# Le temps des marchés



Grand reportage

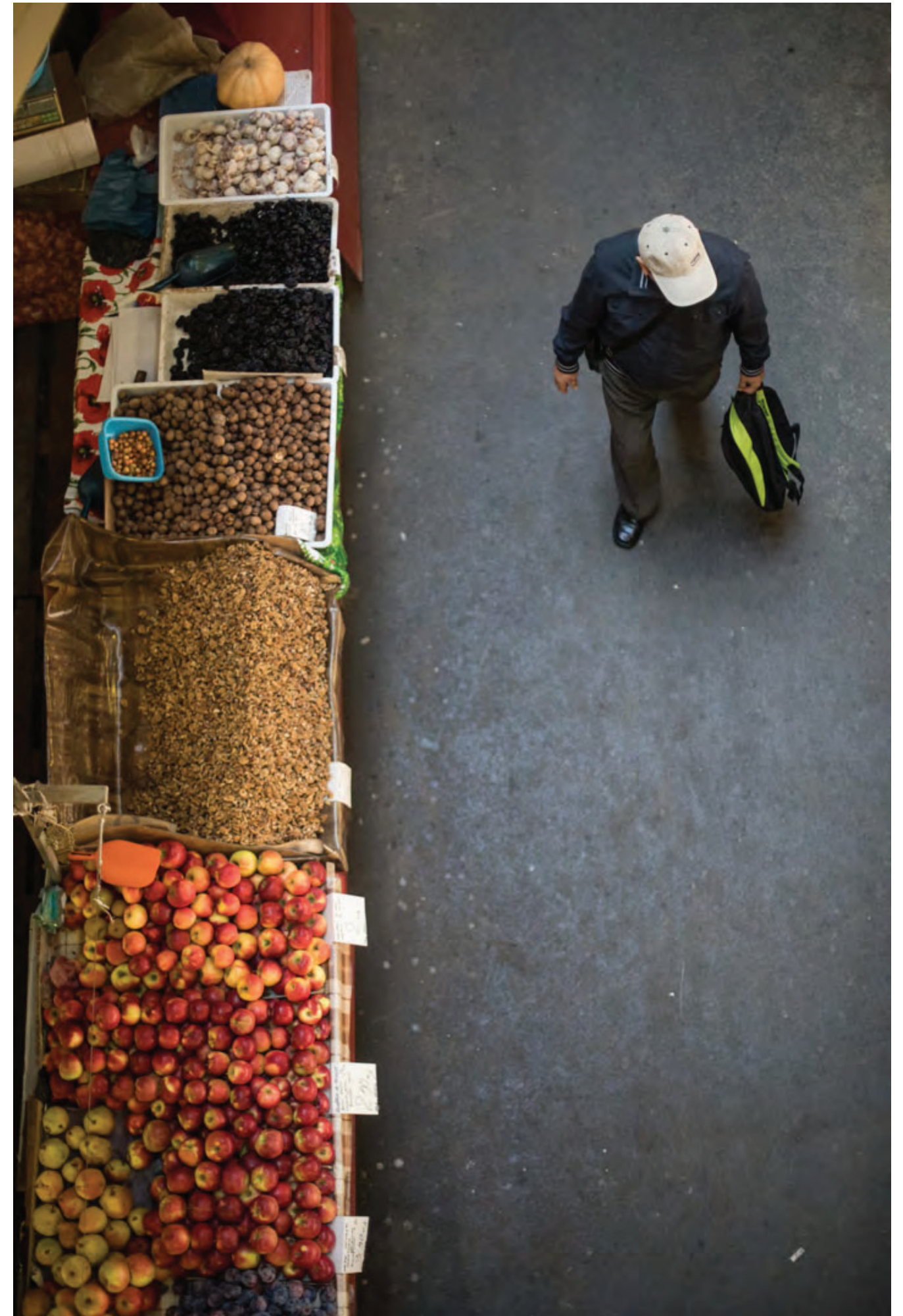
Il y a quelques numéros, nous avons rendu hommage aux vieux métiers encore visibles à Bucarest, aux cordonniers, chapeliers, couturiers, torréfacteurs... (*Regard* nr 78). Cette fois-ci, dans le même esprit, le photographe Mihai Barbu est allé à la rencontre de ceux qui, souvent depuis des décennies, font vivre les marchés de la capitale. Certes, les clients se font plus rares, les ventes ne sont plus ce qu'elles étaient, mais les maraîchers, épiciers ou collectionneurs sont toujours là, derrière leur étal. Ils peuvent encore miser sur un rapport qualité-prix défiant toute concurrence, notamment pour les fruits et les légumes. Et une ambiance, une façon d'être proche des gens. Ic



Piața Obor, marché situé dans le secteur 2 de Bucarest, à l'est de la capitale. Sans doute le plus emblématique de la ville (lire page 57).



Nicolae Ioniță, 48 ans, habitant de la commune de Balaciu, département de Ialomița, située à 80 km à l'est de Bucarest : « Je vends ici mes produits depuis à peu près quinze ans. Avant, les affaires marchaient plutôt bien, mais maintenant, depuis qu'il y a les grands supermarchés, c'est de plus en plus difficile. »





Florica Necula, 70 ans, de Târgoviște, chef-lieu du département de Dâmbovița situé à 80 km au nord-ouest de Bucarest : « Je ne peux pas vraiment dire que les ventes se portent bien. Mais en ce moment, c'est assez normal, je vends du thé, et le thé se vend davantage en hiver. Je viens chaque jour de Târgoviște, et je me lève à 4 heures du matin. »



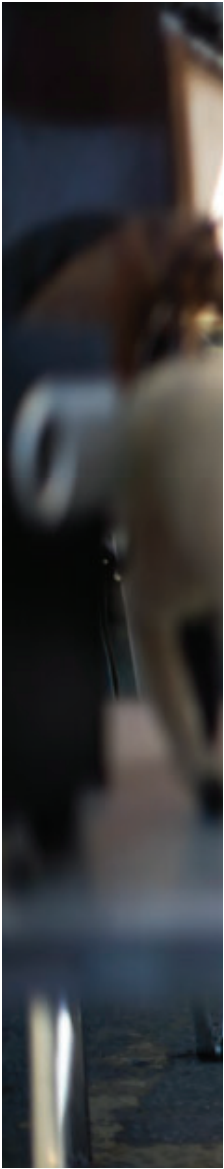


Florica Stoican, 62 ans, habitante de la commune de Sinești, Ialomița, située à 30 km au nord-est de Bucarest.

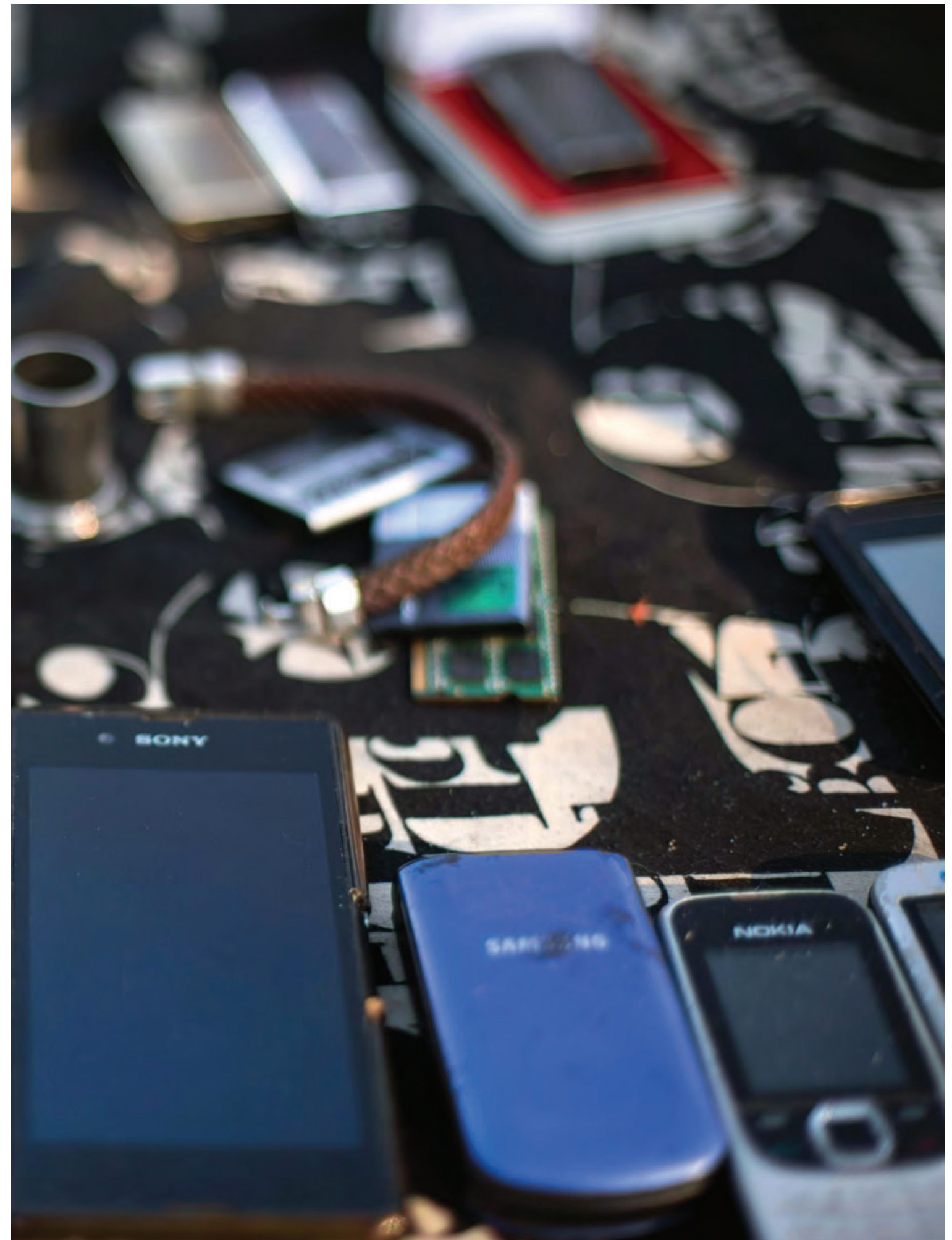
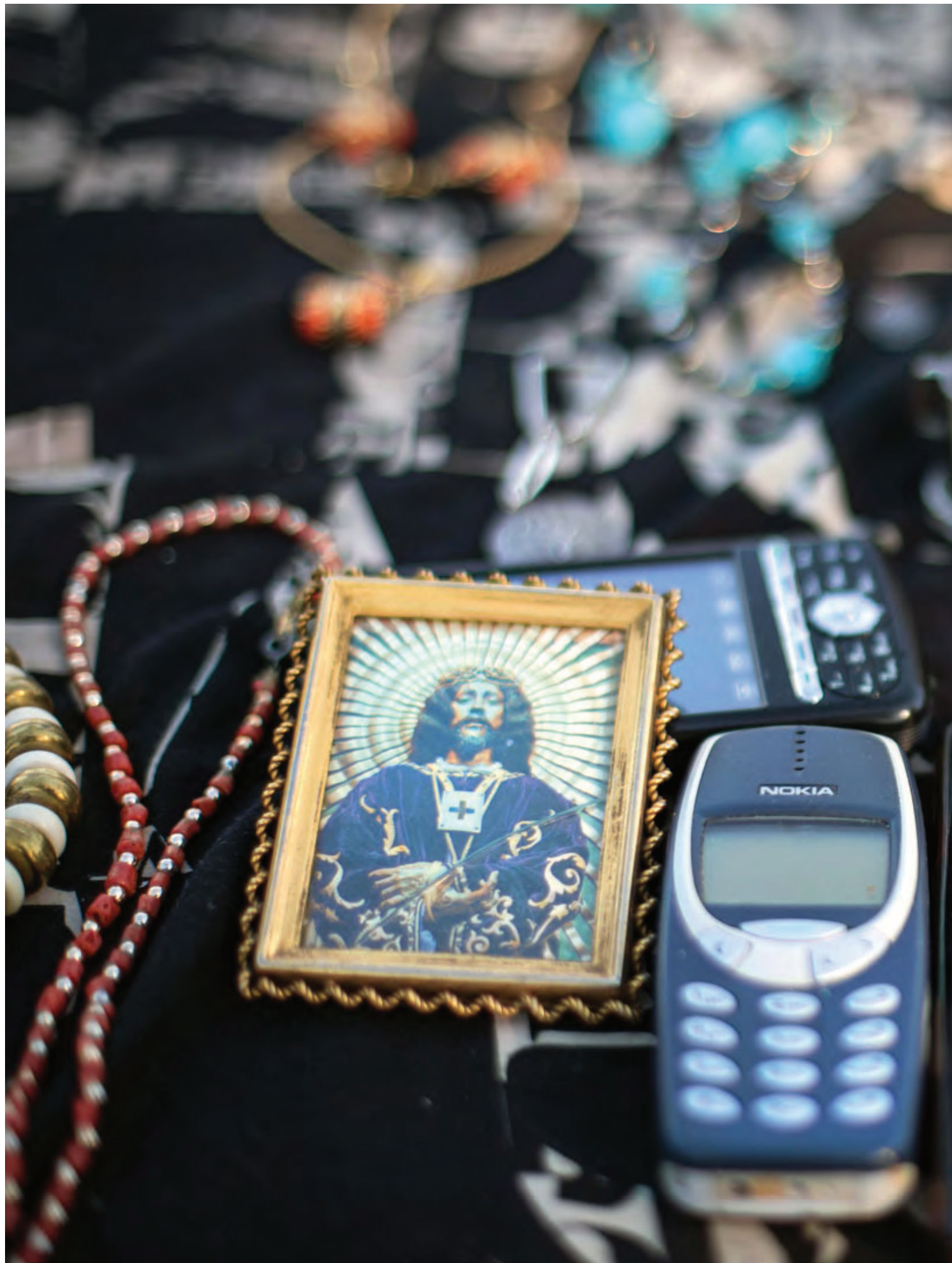


Valea Cascadelor,  
marché aux  
puces situé au  
croisement du  
boulevard Timișoara  
et de la rue  
Valea Cascadelor.





Ilie Oprea, 68 ans : « Je suis collectionneur depuis plus de vingt ans et je viens ici tous les jeudis, samedis et dimanches. Les affaires ne vont pas très bien, les gens se sont appauvris. Mes objets viennent d'antiquaires des Pays-Bas. »







Si durant l'année les Roumains plébiscitent surtout les grandes surfaces, lorsqu'il s'agit de préparer les conserves et les « murături » pour l'hiver, c'est aux marchés en plein air qu'ils se rendent. Trouver les aubergines et les poivrons qui feront la meilleure « zacuscă », les tomates les plus juteuses pour la sauce qui sera mise en bouteille, et les cornichons pas plus gros qu'un pouce pour les conserver en saumure, voilà des rituels indétrônables. Selon une étude de Provident Financial, une compagnie spécialisée dans les crédits à la consommation, à l'automne, les dépenses liées aux « murături », confitures et compotes représentent une priorité pour 65% des Roumains vivant dans le milieu urbain, qui y consacrent environ 460 lei (soit 100 euros).

« J'adore faire mes courses au marché, cela me fait penser à la capitale telle qu'elle était avant la guerre : une ville paisible, avec de belles maisons entourées de jardins », se souvient Angela, enseignante à la retraite. « L'automne, plus qu'en toute autre saison, les marchés semblent retrouver leur rôle d'antan, celui de cœur de la ville », ajoute-t-elle.

Le marché le plus couru de Bucarest est Obor, une véritable fourmilière dès l'aube et jusqu'à la tombée du soir. Attesté pour la première fois au 17<sup>ème</sup> siècle sous le nom de « la Foire de dehors », car il se situait au-delà des confins de la ville, le marché fut le théâtre d'exécutions publiques par pendaison jusqu'au milieu du 18<sup>ème</sup> siècle. Pendant des dizaines d'années, des marchands de volailles, de fromage ou de « țuică » y côtoyèrent des artisans en tout genre, des vendeurs de bric-à-brac ou encore des artistes de cirque. Soucieuses de mettre un peu d'ordre dans ce lieu jugé trop coloré, les autorités lancèrent dans les années 1930 la construction d'une halle, inaugurée en 1950. Une deuxième halle s'y ajouta en 2010. Mais les acheteurs à l'affût des bonnes affaires continuent de se tourner surtout vers les centaines de maraîchers et arboriculteurs – majoritaires par rapport aux simples intermédiaires – qui étalent leur marchandise à l'extérieur de la halle.

Pour les amoureux d'asters, de chrysanthèmes ou de dahlias, le marché aux fleurs près de la place Coșbuc est une autre destination incontournable. Importées pour la plupart des Pays-Bas, de Belgique, de Grèce ou de Turquie – en raison aussi bien du prix que de la qualité – les fleurs se vendent le plus souvent à la brassée à des détaillistes avant d'aller égayer quasiment chaque coin de rue de Bucarest.

Paradoxalement toutefois, le marché le plus connu parmi les Bucarestois n'existe plus. Appelé tour à tour « Marché du magistrat », « Bibescu Vodă », « le 8 Juin », « le 6 Septembre », et « Marché de la nation », Piața Unirii fut pendant environ 150 ans un repère essentiel de la ville. Fondée en vertu du Règlement organique (1831-1832) qui prévoyait l'ouverture d'une dizaine de marchés à Bucarest, la place devint rapidement un important centre commerçant de la capitale. Une grande halle y fut érigée en 1872 par un entrepreneur français, Alfred Godillot, qui prit pour modèle les halles de Paris. Cette halle qui, à l'époque, a coûté 1,5 million de francs, fut pendant de nombreuses années le plus grand bâtiment de Bucarest. Alors qu'elle était réservée au commerce de la viande, les autorités décidèrent de construire d'autres halles, plus petites, destinées à la vente de poissons, de volailles, de fruits et de légumes, ou encore de fromages.

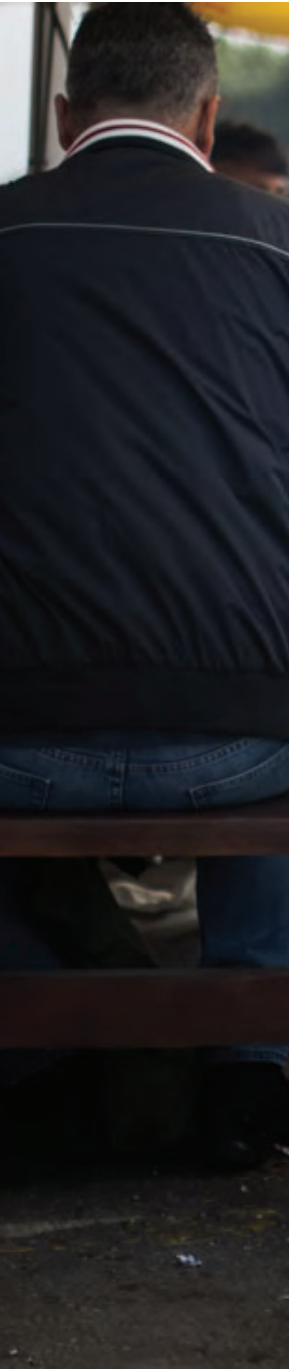
Mais plusieurs de ces bâtiments furent détruits dans les années 1930 pour permettre l'emplacement d'une dalle de béton sur une section du fleuve Dâmbovița. La grande halle fut à son tour démolie en 1986, sur ordre de Nicolae Ceaușescu, pour permettre la construction d'un nouveau centre administratif à Bucarest, aux dépens d'un charmant quartier de villas, rasé en l'espace de quelques semaines.

Mihaela Rodina





Târgul Vitan, la foire de Vitan, où se trouve Autovit, l'un des plus grands marchés de voitures d'occasion d'Europe de l'est. Il se situe juste à côté du lac Văcărești, au sud-est de la ville.



Le dimanche, la foire de Vitan accueille également un marché aux puces.





Le marché aux fleurs près de la place Coșbuc, dans le secteur 5 de Bucarest.



Tanța Buștei, surnommée « Florica aux yeux verts », 35 ans : « J'ai toujours travaillé ici. On ne peut pas se plaindre, il faut que ça fonctionne, et si ça ne marchait pas, je ne serais plus ici. Mais on a tendance à dépenser plus que ce que l'on gagne. »

# Notre Francophonie en actions



Suivez l'actualité  
du XVII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie  
à Erevan (Arménie)

[francophonie.org](http://francophonie.org)

[f @OIFfrancophonie](https://www.facebook.com/OIFfrancophonie)



TV5MONDE



#UNIVERSITÉSENGHOR





LES VOIX DU MONDE

L'actualité est complexe,  
y accéder devient simple  
avec notre nouvelle application



RFI România est également accessible  
pour tous les utilisateurs via l'application Pure Radio

# Prise en charge ?

Propos recueillis par  
Dimitri Dubuisson

Avec un budget annuel de 2,4 milliards d'euros, soit 4,6% de son PIB (2017), la Bulgarie est encore loin de ses voisins occidentaux en matière de dépenses pour la santé. Mais le gouvernement actuel assure vouloir lancer de nombreuses réformes et rattraper les retards. Rencontre avec le professeur Asen Baltov, directeur de l'hôpital Pirogov à Sofia.

**Regard : L'exécutif compte revoir l'allocation des ressources hospitalières, résoudre les déséquilibres territoriaux, réduire les coûts de santé pour le patient, et rénover les installations et technologies de traitement. Comment jugez-vous ces intentions ?**

**Asen Baltov :** La situation actuelle est très intéressante. Pour la première fois depuis peut-être dix-huit ans, des réformes majeures sont véritablement envisagées pour notre système de santé. Si elles sont effectivement mises en place, ce sera une véritable révolution (deux modèles sont actuellement en discussion, l'un pouvant entrer en vigueur

NU CONTEAZĂ CE OBSTACOL AI ÎN FAȚĂ.  
CONTEAZĂ PE CINE AI ÎN SPATE.

Adevărații parteneri aleg să te susțină, orice obstacol ai avea în față.  
Groupama a ales să devină asigurătorul oficial al Stejarilor.

Asigurăm tot ce contează pentru tine.  
Alo Groupama: 0374 110 110 [www.groupama.ro](http://www.groupama.ro)

Groupama  
Asigurări

dès 2019, l'autre nécessitant une période de transition, ndlr). Notre pays est actuellement très loin du niveau d'autres pays européens, bien que la Bulgarie fasse partie de l'UE depuis maintenant plus de dix ans. Et l'écart se creuse, même avec des voisins candidats à une adhésion à l'UE, comme la nouvellement nommée République de Macédoine du nord qui dispose d'un système électronique de prises de rendez-vous médicaux. Ici, nous n'en disposons toujours pas.

#### Quels sont les problèmes les plus urgents à résoudre ?

Nous sommes face à de nombreuses difficultés, la première étant que les patients doivent cofinancer eux-mêmes environ la moitié des soins de santé (45% en 2015, soit le taux le plus élevé au sein de l'UE, ndlr). Autre grand handicap, les hôpitaux publics n'ont pas les moyens de rénover leurs équipements, ou d'investir dans l'innovation – à noter que les Bulgares ne cotisent à l'assurance santé qu'à hauteur de 8% de leurs revenus déclarés, ndlr. Sans parler des soins d'urgence, nous ne sommes pas du tout au niveau, nous manquons d'ambulances et de centres de premiers secours. De plus, le suivi des risques de maladie est faible. Par manque de moyens, les patients ne font pas suffisamment appel au corps médical, et quand ils le font, c'est souvent trop tard. Je pense notamment aux malades de cancer.

#### Y a-t-il des soins entièrement pris en charge par l'État ?

Seuls certains types de soins, comme tout ce qui relève du cardiaque, et peut-être l'oto-rhino-laryngologie (soins du nez, de la gorge, de l'oreille, et de la région tête et cou, ndlr), mais c'est à peu près tout. En orthopédie, par exemple, le remboursement n'est que partiel. Et contrairement à d'autres pays européens, il y a très peu de personnes bénéficiant d'assurances privées leur proposant un remboursement presque total de leurs frais

médicaux. Ils représentent environ 3% de la population, pas plus.

#### Dans le privé, comment cela se passe-t-il ?

C'est un autre monde. Mais le secteur privé se concentre surtout sur les patients jeunes ayant les moyens de payer afin que les soins soient rentables. Les patients lourds, polytraumatisés, coûtent trop cher, ils restent alors dans le public où l'on a du mal à prendre soin d'eux. Ceci étant, si certains soins ou prothèses restent très chers, les Bulgares peuvent aujourd'hui avoir accès à presque tous les soins nécessaires. Je pense d'ailleurs qu'il y a plus de Roumains qui viennent en Bulgarie que l'inverse, par exemple.

#### Beaucoup de pays de la région sont touchés par un fort exode des professionnels de la santé, la Bulgarie n'est certainement pas épargnée...

Effectivement. Nous avons de très bons médecins et infirmières qui assistent à des congrès et à des formations avec leurs collègues européens et sont très au courant des nouveautés médicales, mais ils partent. L'UE ou les États-Unis sont en demande et leur offrent de bien meilleurs salaires et un niveau de vie beaucoup plus élevé. Pour les hôpitaux publics notamment, il est très difficile de garder les médecins et les infirmières. Aujourd'hui, il manque environ 200 000 infirmières dans les hôpitaux publics.

#### Vous restez néanmoins optimiste ?

Oui, je suis d'ailleurs toujours dans mon pays car je l'aime, j'aime mes collègues et ensemble nous voulons améliorer la situation. Je pense également que notre ministre de la Santé actuel, Kiril Ananiev, est quelqu'un de courageux ayant la ferme intention de réaliser des réformes ambitieuses. La situation pourrait donc s'améliorer rapidement. Bien sûr, pas dans un an, mais peut-être dans trois, quatre ans.

# Dans les vignobles de Tokaj

Texte et photos : Hélène Bienvenu

« Vin des rois, roi des vins », les vins doux de Tokaj étaient déjà appréciés de Louis XIV, qui en consommait à la cour de Versailles.

Ces vignobles du nord-est de la Hongrie, adossés à la frontière slovaque et s'étendant sur 87 km, demeurent les plus prestigieux des vingt-deux régions viticoles du pays. Le soleil estival caresse furmint et hárslevelü, deux cépages autochtones enracinés dans le loess, sol arable, enrichi de minéraux volcaniques. Mais dans ces villages vallonnés, distingués par l'UNESCO, l'exil rural et le manque de main-d'œuvre ne facilitent pas la tâche des viticulteurs qui cultivent leur amour du terroir dans des caves centenaires.



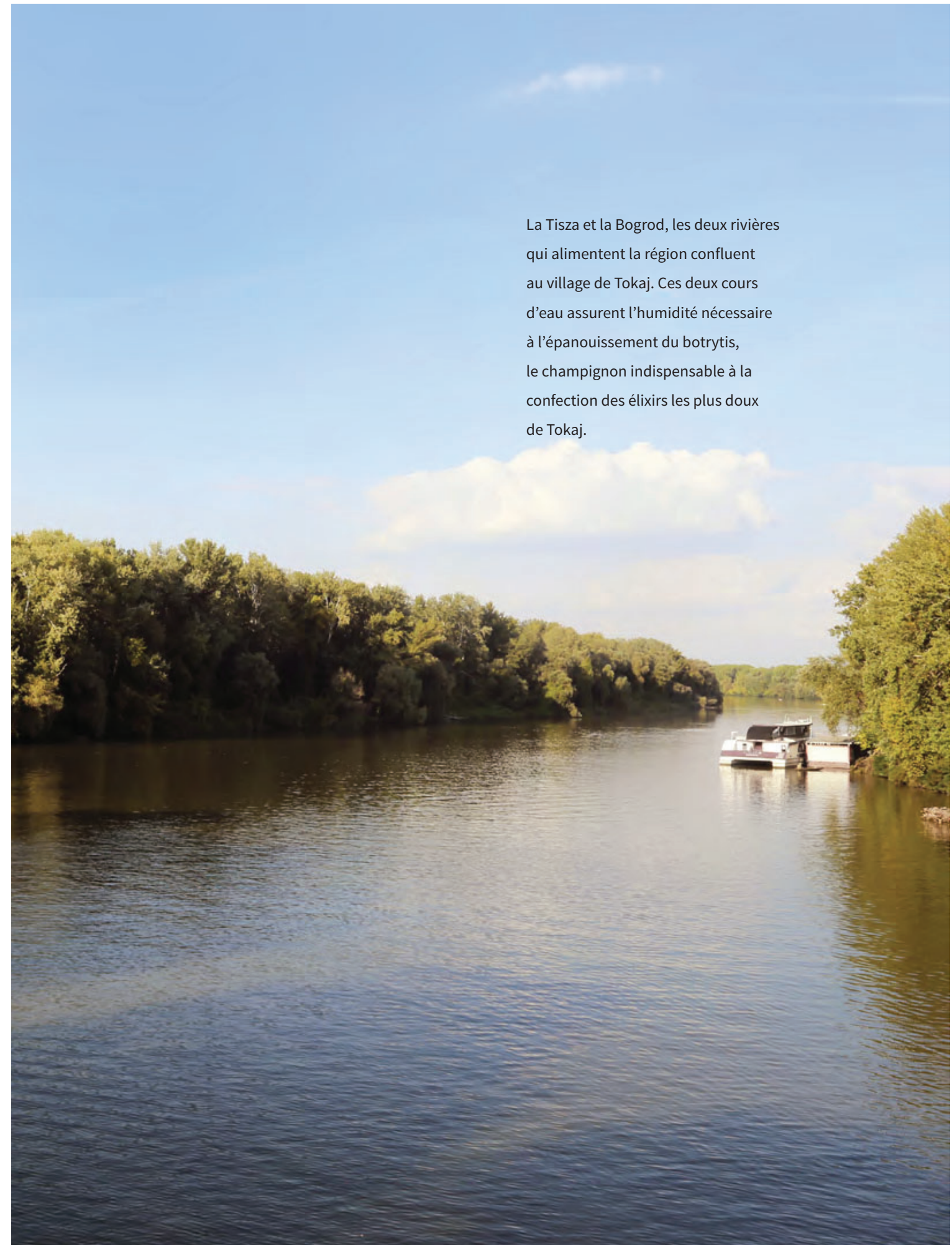
LE CAFÉ N'EST PAS  
QUE NOIR  
[www.dolce-gusto.ro](http://www.dolce-gusto.ro)

## DÉCOUVREZ la qualité du café obtenu par créativité!

Profitez d'un café parfait, préparé avec la machine NESCAFÉ® Dolce Gusto® DROP. Le design inspiré par une goutte de café, la technologie moderne et la pression jusqu'à 15 bars vous offrent une expérience excellente!

De nos audacieux cafés espresso aux chocolats chauds qui cajolent vos sens, sans oublier les cafés latte macchiato qui chaque fois impressionnent avec leurs trois couches, les boissons Nescafé® Dolce Gusto® sont conçues de telle sorte que chaque goutte inspire qualité et style. Visitez et commandez sur [www.dolce-gusto.ro](http://www.dolce-gusto.ro)!





La Tisza et la Bogrod, les deux rivières qui alimentent la région confluent au village de Tokaj. Ces deux cours d'eau assurent l'humidité nécessaire à l'épanouissement du botrytis, le champignon indispensable à la confection des élixirs les plus doux de Tokaj.

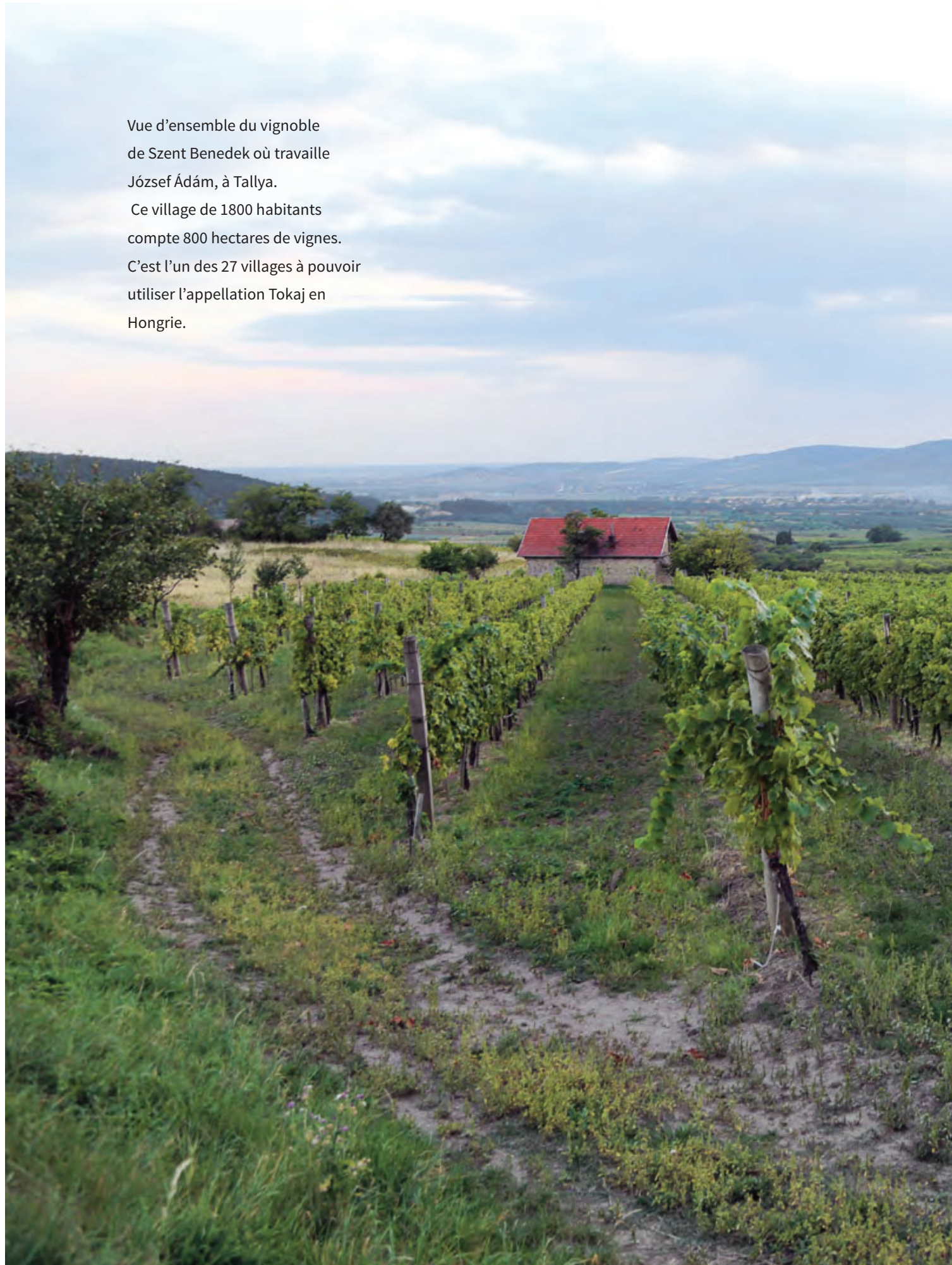


József Ádám est viticulteur depuis dix-neuf ans dans la région de Tokaj. Il vinifie sur dix hectares en lisière du village de Tallya, avec l'aide de quatre autres employés. Les vendanges s'y font entièrement à la main, comme partout dans la région.



Les vignobles de Tokaj produisent plusieurs sortes de vin blanc. Du sec – avec le cépage furmint – au fameux Tokaj aszú, le plus doux d'entre tous. L'été indien de la région, souvent entrecoupé de pluies, permet le développement d'une pourriture noble qui se répand sur les grains de furmint et autres cépages, concentrant davantage le sucre.

Vue d'ensemble du vignoble  
de Szent Benedek où travaille  
József Ádám, à Tallya.  
Ce village de 1800 habitants  
compte 800 hectares de vignes.  
C'est l'un des 27 villages à pouvoir  
utiliser l'appellation Tokaj en  
Hongrie.





La cave exploitée par József Ádám date de la fin du 18ème siècle. Elle est entièrement tapissée de douce pourriture. La température excède difficilement 10 degrés et permet le vieillissement en fut puis en bouteilles des quelques 8000 litres produits à l'année.



Le village de Mád, à 7 km de Tallya, abrite une synagogue de style baroque, construite en 1795 et rénovée en 2004. Elle témoigne de l'importance de la communauté juive ashkénaze dans le commerce du Tokaj pendant des siècles. L'édifice répond aux canons du rite orthodoxe : les femmes étaient reléguées à l'étage, protégées du regard par des persiennes.



Presque oublié, le cimetière juif de Mád surplombe les vignobles et compte plus de 300 tombes. Parmi les 350 Juifs qui habitaient le village à la veille de la Seconde Guerre mondiale, à peine 40 ont survécu aux déportations. La communauté s'est éteinte depuis.

**KPMG**  
cutting through complexity™

## KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

**Contact**  
**Jacqueline Laye, Director**  
Email: [jlaye@kpmg.com](mailto:jlaye@kpmg.com)



Le Kerekdom fesztivál est organisé annuellement depuis 2016 dans le village de Tallya pour créer un événement culturel autour du vin et dynamiser la région. En soirée, il attire des têtes d'affiche comme ici la chanteuse Bori Péterfy, en concert face à l'église catholique de Tallya.



Couverture du numéro 14 de notre supplément en roumain sorti début octobre (1100 exemplaires en papier recyclé / 28,5 cm sur 42,5 cm / 8 pages). Ic

#### Rédacteur en chef

Laurent Couderc

#### Secrétaire générale

Jacqueline Laye

#### Secrétaire de rédaction

Cătălina Kahn

#### Ont participé à la rédaction de ce numéro

Mihai Barbu  
Hélène Bienvenu  
Carmen Constantin  
Nicolas Don  
Dimitri Dubuisson  
Aline Fontaine  
Ioana Lazăr  
Marine Leduc  
Matei Martin  
Dan Popa  
Benjamin Ribout  
Mihaela Rodina  
Isabelle Wesselingh

#### Maquette

Q-T-RAZ

#### Agences, photos et illustrations

Mihai Barbu  
Hélène Bienvenu  
Georgian Constantin  
Aline Fontaine  
Marine Leduc

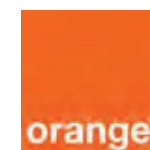
#### Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

#### Web Master

Marian Grosu

REGARD remercie ses partenaires



## Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Abonnement pour  
12 mois  
(4 numéros)  
75 RON en Roumanie  
40 euros à l'étranger

Abonnement pour  
24 mois  
(8 numéros)  
140 RON en Roumanie  
80 euros à l'étranger

Abonnement  
numérique  
Gratuit  
via l'abonnement  
papier

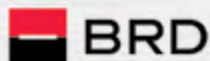
en ligne : [catalina@regard.ro](mailto:catalina@regard.ro), [www.regard.ro](http://www.regard.ro) / par téléphone : + (4) 0742 204 402



*GLOBAL FINANCE:*  
«Safest bank in ROMANIA»  
2017

UNE RAISON DE PLUS  
POUR CROIRE DANS UN AVENIR CERTAIN

TA BANQUE. TON EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

[WWW.BRD.RO](http://WWW.BRD.RO)

